



REPORTING SAFER NIGHTLIFE SUISSE
(SNS) 2013

IMPRESSUM

Editeur
Infodrog
Centrale nationale de coordination des addictions

Rédaction
Peter Menzi, Alexander Bücheli

Relecture
Marianne König

Adresse de commande
www.infodrog.ch
office@infodrog.ch

Berne, septembre 2013

Avant-propos

Mesdames, Messieurs,
Chères et chers collègues,

Si ce premier Rapport du réseau de compétences Safer Nightlife Suisse (SNS) livre nombre d'informations intéressantes sur le thème de la vie nocturne, il convient de relever que ses articles sont dus à la plume des membres du Comité de pilotage du SNS.

Le SNS a été créé en 2011 par Infodrog, en collaboration avec Streetwork Zurich et Safer Clubbing. Ce réseau de compétences se préoccupe de la vie nocturne, de la consommation de substances et des risques sanitaires qui en découlent. Il sert de portail d'information pour les questions relatives au thème Nightlife, coordonne et met en réseau des acteurs de la recherche et de la pratique, et élabore des principes de base pour les professionnel-le-s et responsables des communes, des villes et des cantons. Grâce au soutien de l'Office fédéral de la santé publique, ce réseau de compétences va pouvoir continuer à se développer ces trois prochaines années. Vous trouverez plus d'informations sur le SNS dans la première partie de ce Rapport, mais permettez-nous auparavant une brève digression sur la vie nocturne.

La vie nocturne non seulement enflamme les esprits mais fait aussi l'objet d'une forte attention médiatique et de controverses dans certaines villes. Si faire la fête et organiser des soirées ne sont pas un phénomène nouveau, libéralisation de la loi sur l'hôtellerie et la restauration et émergence de la culture techno dans les années 90 ont fait que bien des choses ont changé ces 15 dernières années. L'importance des sorties pour les jeunes et les jeunes adultes n'a cessé d'augmenter et tant les effets sur la santé dus à la consommation de substances et d'alcool que leurs répercussions sur l'espace public sont entre temps devenus des thèmes abondamment discutés tant dans le grand public que par les autorités compétentes. A cet égard, l'article «*Kennzahlen Nightlife-Institutionen*¹» du présent *Reporting* (p. 37 ss) montre de manière saisissante l'engagement dont ont fait preuve les institutions de prévention et de réduction des risques dans leur travail sur le terrain.

Les articles «*Datenlage Substanzen*²» (p. 17 ss) vous fourniront des informations détaillées sur les modes de consommation et les conduites addictives. Il en ressort – comme on pouvait s'y attendre – qu'aujourd'hui comme hier l'alcool reste la substance la plus souvent consommée. Il faut en particulier mettre en évidence le Rapport intermédiaire 2011-2012 du Groupe de travail F+F qui présente une première évaluation des données recueillies dans le milieu de la nuit (p. 44 ss).

En espérant avoir suscité votre curiosité, nous vous souhaitons une lecture passionnante des pages qui suivent.

Peter Menzi, Infodrog, SNS

Alexander Bücheli, SNS

¹ Article en allemand sur les *Chiffres clés des institutions Nightlife 2012* (N.d.T)

² Article en allemand sur les *Données sur les substances* (N.d.T)

Table des matières

1. Safer Nightlife Suisse (SNS) – le réseau de compétences Suisse, Peter Menzi (Infodrog)	6
1.1 Introduction.....	6
1.2 Situation actuelle dans le milieu de la vie nocturne	6
1.3 Les acteurs de la vie nocturne	6
1.4 Champs d'activité dans le domaine de la vie nocturne	7
1.5 Pourquoi a-t-on besoin d'un réseau de compétences Safer Nightlife Suisse?	7
1.6 Safer Nightlife Suisse – le réseau de compétences Suisse.....	7
1.6.1 Les tâches du SNS	8
1.6.2 Objectifs (2012-2015)	8
1.7 Direction	8
1.8 Groupe de travail.....	8
1.8.1 Pool d'expert-e-s.....	8
1.8.2 Mise en Réseau	9
1.8.3 Rattachement à l'UE	9
1.8.4 Résultats 2012	9
2. Rapport sur la conférence Safer Nightlife Suisse (19 septembre 2012, Bienne), Peter Menzi (Infodrog)	10
3. Données sur les substances	17
3.1 Données du Monitoring suisse des addictions	17
3.2 Consommation de substances.....	17
3.2.1 Habitudes de sortie.....	19
3.2.2 Consommation lors de la dernière sortie de fin de semaine.....	19
3.2.3 Comportement à risque.....	21
3.2.4 Les jeunes qui ne sont pas sortis	22
3.2.5 Conclusions	23
3.3 Autres études sur la vie nocturne	23
3.3.1 Enquête internet 20 Minutes/gfs.....	23
3.3.2 Enquête internet sur les «Legal Highs»/CDR	24
3.3.3 Enquête Nightlife 2012	24
3.4 Les autres études populationnelles en Suisse.....	24
3.5 Synthèse des données épidémiologiques.....	25
3.6 Statistique policière de la criminalité: saisies et dénonciations, Christian Schneider, Fedpol	25
3.7 Données du Groupe Chimie forensique de la Société suisse de médecine légale: teneurs en principe actif du cannabis, de la cocaïne et de l'héroïne.....	26
3.8 Données du Centre suisse d'information toxicologique: intoxications.....	27
4. Rapport sur les délits sexuels associés à des drogues, Peter Menzi (Infodrog), Alexander Bücheli (Streetwork Zurich), Melanie Wollschläger (ValueQuest, Wädenswil)	29
4.1 Situation de départ.....	29
4.2 Délits sexuels associés à des drogues	29
4.3 Procédure.....	29
4.4 Limites	29
4.5 Questions	29
4.5.1 Description de l'échantillon pour les enquêtes	30
4.6 Résultats de l'enquête.....	30
4.6.1 Nombre de contacts	30
4.6.2 Description des victimes/des cas suspectés	30
4.6.3 Dans quel contexte/milieu les agressions ont-elles eu lieu?	31
4.6.4 Comment les institutions interrogées entrent-elles en contact avec les victimes?	31

4.6.5 Evolution du nombre de victimes	31
4.6.6 Quelles substances sont suspectées d'avoir favorisé les agressions?	32
4.6.7 Mode d'administration de la substance?	33
4.6.8 Gestion des victimes de délits sexuels associés à des drogues	34
4.6.9 Gestion des cas suspects	34
4.7 Recommandations	35
4.7.1 Victimes	35
4.7.2 Prévention	35
4.7.3 Institutions	35
4.7.4 Collaboration institutionnelle	36
4.7.5 Autres thèmes	36
5. Chiffres clés des institutions Nightlife en Suisse	37
5.1 Chiffres clés 2012	37
5.2 Interprétation	38
5.3 Formation Safer Nightlife Suisse	38
5.4. Offres Nightlife en Suisse	39
6. Drug Checking, Alexander Bücheli (Streetwork Zurich).....	40
6.1 Mises en garde relatives à la cocaïne, au MDMA et aux amphétamines	40
6.2 NSP	41
6.3 Evaluation des risques	41
7. Safer Clubbing Suisse, Alexander Bücheli, René Akeret (saferclubbing.ch)	42
8. Groupe de travail «Früherkennung und Frühintervention Nightlife». Rapport intermédiaire 2011 – 2012, Alwin Bachmann (Infodrog); Larissa Maier (ISGF); Alexander Bücheli (Ville de Zurich, Jugendberatung Streetwork)	44
8.1 Introduction.....	44
8.1.1 Activités du Groupe de travail en 2011 – 2012	44
8.2 Méthodologie de dépistage et d'intervention précoces dans le milieu Nightlife	44
8.3 Enquête Nightlife 2012.....	46
8.3.1 Méthodologie	46
8.3.2 Caractéristiques des personnes ayant fait usage de l'offre	47
8.3.3 Prévalences à vie et mensuelle de la consommation de diverses substances psychoactives	48
8.3.4 Age lors de la première consommation.....	49
8.3.5 Consommation d'alcool	50
8.3.6 Consommation de drogues récréatives lors d'une soirée typique	50
8.3.7 Dosages lors d'une soirée typique.....	52
8.3.8 Consommation mixte durant une soirée typique.....	53
8.4 Expériences/événements négatifs dus à la consommation de substances psychoactives.....	54
8.5. Développement et implémentation d'un outil en ligne de mise en garde.....	56
9. Projet NEWIP.....	58
9.1 Etat actuel du projet.....	59
9.2 Services et organisations suisses impliqués.....	59
10. Remerciements	60
11. Annexes	60

1. Safer Nightlife Suisse (SNS) – le réseau de compétences Suisse,

Peter Menzi (Infodrog)

1.1 Introduction

Le congrès international «Club Health» qui a été organisé en été 2010 à Zurich par Infodrog, la ville de Zurich, Jugendberatung Streetwort, Safer Clubbing et l'OFSP a montré clairement l'importance d'une *collaboration nationale, coordonnée et à travers les différents piliers de la politique de la drogue* dans le domaine de la vie nocturne et par conséquent, le transfert des connaissances entre tous les acteurs de la prévention et de la réduction des risques, de la police et de la recherche. En automne 2010, un groupe de travail composé des acteurs susmentionnés s'est constitué afin de combler l'absence de réseau de compétences en Suisse dans ce domaine. Puis, un groupe de travail (groupe de travail SNS depuis 2012) et constitué de ces mêmes professionnel-le-s a été formé dans le cadre du plan de mesures «GHB/GBL et des délits sexuels associés à des drogues³» avec pour mission de définir et d'appliquer les mesures éventuelles.

Le thème Nightlife est un domaine d'activité important d'Infodrog et comporte les projets suivants:

- l'application du plan de mesures «GHB/GBL et les délits sexuels associés à des drogues» dans le cadre du projet d'élaboration avec l'OFSP. Le plan de mesures a été élargi en 2011 à l'ensemble du domaine Nightlife (2011-2012);
- le projet F+F dépistage et intervention précoces dans le milieu festif en collaboration avec le groupe F+F Nightlife (2011-2014);
- le développement d'un outil en ligne (warning.ch) pour diffuser de manière coordonnée et communiquer les résultats importants du Drug Checking (collaboration avec le groupe de travail F+F Nightlife, 2011-2015);
- conférence nationale sur le thème de la consommation de substances et les répercussions dans l'espace public (2012);
- création et développement de Safer Nightlife Suisse (2012-2015).

1.2 Situation actuelle dans le milieu de la vie nocturne

Faire la fête et organiser des soirées ne sont pas des phénomènes nouveaux. Avec la libéralisation de la loi sur l'hôtellerie et la restauration ainsi que l'émergence de la culture techno dans les années 1990, beaucoup de choses ont changé au cours des 15 dernières années. L'importance des sorties pour les adolescents et les jeunes adultes n'a cessé d'augmenter. Les effets connexes sur la santé publique du fait de la consommation de substances et d'alcool ainsi que les répercussions dans l'espace public sont débattus parfois âprement par les professionnel-le-s, les médias et les politiques. Des modèles de comportements risqués sont fréquemment observés dans la vie nocturne (Bücheli et al., 2010). On retrouve parmi ces comportements la consommation problématique de substances psychoactives, liés souvent à des comportements sexuels à risque, à des conflits violents et à des comportements à risque sur les routes.

1.3 Les acteurs de la vie nocturne

Différents professionnels sont impliqués dans le domaine de la vie nocturne. A côté de la police cantonale et du commerce ainsi que des autorités communales et cantonales qui fixent les conditions-cadres sur le plan structurel et légal ou qui veillent à leur respect, on trouve des acteurs importants au niveau national dans le domaine des substances tels que Fedpol⁴, Swissmedic⁵, l'OFSP

³ Projet d'élaboration Infodrog – OFSP.

⁴ Fedpol fournit des connaissances importantes lors de la saisie des substances et sert de portail pour la prévention et la réduction des risques.

⁵ Swissmedic en tant qu'autorité de contrôle et d'autorisation est un partenaire important pour les Research Chemicals et les «Legals high».

et Infodrog. Les professionnel-le-s du domaine des addictions et de la prévention, les premiers secours ainsi que les professionnel-le-s du milieu médical jouent un rôle important au niveau de la prévention, de la réduction des risques et des soins sanitaires. Sont également à considérer comme des interlocuteurs importants les clubs, les services de sécurité, mais également le personnel des clubs. Les chercheurs sont aussi concernés puisqu'ils peuvent faire des études sur la consommation de substances ainsi que sur les modes de consommation et les comportements liés à ces consommations.

1.4 Champs d'activité dans le domaine de la vie nocturne

Le domaine de la vie nocturne est très varié dans la prévention et la réduction des risques. De plus, il est pourvu de nombreuses offres qui s'adressent en premier lieu aux «oiseaux de nuit et fêtards». En plus du travail classique hors murs effectué sur place lors de soirées, avec ou sans Drug Checking, la ville de Zurich, par exemple, propose une offre de conseils et de Drug Checking mobile. Les institutions régionales et nationales disposent de nombreux feuillets⁶ et brochures sur le domaine de la promotion de la santé et de la réduction des risques. Les organisations⁷ actives dans le milieu festif proposent sur leur site internet des informations et des mises en garde vis-à-vis des substances, le Safer Use, des forums d'échange ainsi que des conseils. Au niveau structurel, des bases ont été élaborées sous le label Safer Clubbing⁸. Elles permettent de réduire les risques liés à la consommation et au bruit à l'intérieur des clubs ainsi que de former le personnel des bars et de la sécurité à la consommation de substances. Les mises en garde vis-à-vis des substances dangereuses ou fortement dosées constituent un axe d'informations supplémentaires qui sont à chaque fois mises à disposition par des distributeurs internes à l'institution pour d'autres professionnel-le-s. Le site internet *warning.ch* a pour objectif de diffuser, dans les trois langues et de manière coordonnée, les mises en garde du Drug Checking vis-à-vis des substances auprès des professionnel-le-s et des utilisateurs/-trices. Dans le domaine du dépistage et de l'intervention précoces, un questionnaire et un guide d'entretien ont été élaborés dans le cadre du projet F+F Nightlife. Ceux-ci peuvent être utilisés dans toute la Suisse lors du travail sur le terrain et peuvent servir d'instruments pour le dépistage et l'intervention précoces.

1.5 Pourquoi a-t-on besoin d'un réseau de compétences Safer Nightlife Suisse?

Dans le domaine de la vie nocturne, diverses offres de prévention et de réduction des risques se sont développées durant ces 10 dernières années. Au niveau régional, on trouve des plate-formes d'échange, un groupe de travail Nightlife du Fachverband Sucht ainsi qu'une plate-forme Nightlife du GREA. Par contre au niveau national, il n'existe toujours pas d'institution active qui soutiendrait, coordonnerait, jouerait un rôle dans les différents piliers de la politique de la drogue et veillerait sur le plan professionnel à mettre en œuvre les mesures en matière de prévention et de réduction des risques et à les appliquer. A l'heure actuelle, cela s'illustre en particulier dans les villes suisses qui font face aux répercussions de la vie nocturne dans l'espace public. De plus, le savoir nécessaire dans ce domaine et la mise en réseau entre les différents acteurs en Suisse font également défaut. Cette lacune peut être comblée par la mise en place d'un réseau de compétences national.

1.6 Safer Nightlife Suisse – le réseau de compétences Suisse

Le réseau de compétence s'occupe de la vie nocturne et des risques sanitaires et de ceux qui découlent de la consommation de substances. Il sert de portail et de service d'information pour toutes les questions concernant le thème Nightlife. Il coordonne et met en réseau les acteurs de la

⁶ Par exemple «drugs just say know», «droge leghali».

⁷ saferparty.ch; raveitsafe.ch, dannoch.ch, raveitsafe.ch, nuit-blanche.ch

⁸ Saferclubbing.ch

recherche et de la pratique. De plus, il élabore les bases pour les professionnel-le-s, les communes, les villes et les cantons.

1.6.1 Les tâches du SNS

Le SNS facilite la collaboration efficace, à travers les différents piliers de la politique de la drogue et couvrant plusieurs thèmes entre les acteurs du domaine de la vie nocturne. Ce réseau de compétences coordonne et met en lien tous les acteurs de la recherche et de la pratique⁹. De plus, il entretient des contacts étroits avec Fedpol. En plus des activités nationales, le SNS est aussi une interface pour des projets internationaux, tels que Correlation¹⁰ (réseau européen pour la réduction des risques) ou NEWIP (New Empowerment and Well-Being Implementation Project). Les thèmes actuels tels que la sécurité, l'espace public et les conditions-cadres d'ordre structurel qui en découlent, les Research Chemicals et la consommation de substances sont examinés avec les partenaires concernés. Puis, des mesures adéquates sont prises.

1.6.2 Objectifs (2012-2015)

- Créer un pool d'expert-e-s pour les formations continues et le développement de projets.
- Réaliser des formations continues/conférences.
- Récolter et préparer des données et des faits.
- Améliorer le transfert du savoir-faire entre les acteurs de la vie nocturne à travers les différents piliers.
- Soutenir les projets dans les villes et les cantons.
- Soutenir les communes, les villes et les cantons lors de la planification et la réalisation des projets et des mesures dans le domaine de la vie nocturne.
- Diffuser les exemples de bonnes pratiques.
- Mettre en place une interface entre les différents acteurs et projets dans le domaine de la vie nocturne.
- Améliorer les bases du savoir.
- Développer les principes de bases pour un système national d'alerte précoce.

1.7 Direction

Infodrog gère le SNS et dirige le groupe de travail. Les missions sont évaluées en collaboration avec l'OFSP. Chaque année, Infodrog rédige un rapport qu'il met à disposition des différents acteurs du monde de la pratique, de la recherche et de la police.

1.8 Groupe de travail

Le groupe de travail¹¹ se réunit quatre fois par an. Il est chargé d'interpréter les données et de formuler les recommandations concrètes. En cas de besoin, le groupe peut s'agrandir.

1.8.1 Pool d'expert-e-s

En plus du groupe de travail, il existe un pool d'expert-e-s élargi appartenant aux domaines de la recherche, de l'aide aux personnes toxico-dépendantes, de la police et de la médecine, qui est

⁹ Tels que le groupe de travail «Outdoorpartys» de l'Union des villes suisses, l'association SMPA (association des organisateurs professionnels suisses de concerts, shows et festivals) et Fedpol.

¹⁰ Réseau européen pour la promotion de l'intégration sociale et de la santé (N.d.T).

¹¹ Membres: Jean-Pierre Gervasoni (IUMPS), Karin Luks (Addiction Suisse), Christian Schneider (Fedpol), Guido De Angeli (danno.ch), Alexander Bücheli (Streetwork Zurich, co-direction), Rene Akeret (Safer Clubbing), Salomé Steiner (OFSP), Peter Menzi (Infodrog, direction), Mireille Stauffer (Union des villes suisses), Barbara Walther (Swissmedic).

impliqué en fonction des thèmes spécifiques. Le SNS traite les demandes externes et les transmet au pool d'expert-e-s.

1.8.2 Mise en Réseau

Les deux groupes de professionnel-le-s Nightlife (GREA et Fachverbandsucht) sont représentés chaque fois par un membre du groupe d'expert-e-s au sein du groupe de travail. Ces groupes d'expert-e-s continueront de fonctionner de manière autonome. Le SNS coordonne et s'organise les rencontres des deux groupes de professionnel-le-s mentionnés au préalable qui jusqu'à présent ont lieu une fois par année. Les membres du groupe de travail assurent la mise en réseau avec les autres acteurs nationaux (SMPA¹², Safer Clubbing, etc.).

1.8.3 Rattachement à l'UE

Infodrog, Streetwork Zurich et Safer Clubbing assurent la collaboration avec le projet européen NEWIP au sein du comité de pilotage et dans divers groupes de travail (Party+, TEDI).

1.8.4 Résultats 2012

- Réalisation de la première conférence SNS à Bienne.
- Constitution du groupe de travail.
- Etablissement des offres Mapping Nightlife.
- Plan de mesures GHB/BGL – l'enquête a été menée.
- Collaboration dans le groupe de travail NEWIP.
- Conception des formations Nightlife Suisse.
- Présentation de différents exposés.
- Le SNS est connu comme un réseau de compétences dans le domaine de la vie nocturne par un public composé de spécialistes.

Littérature

BAG: Nationale Designerdrogen und Kokainkonferenz, Tagungsbericht. Bern, 2006.

Bücheli A. et al.: Evaluation der Partydrogenprävention in der Stadt Zürich. Zürich, 2010.

EMCDDA: Annual report on the state of the drugs problem in Europe. Lisbon, 2011.

EMCDDA: Early warning System, National Profiles. Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2012.

Web

<http://www.emcdda.europa.eu/themes/new-drugs/early-warning> (état au 17.7.2012)

<http://www.safernightlife.org> (état au 17.7.2012)

saferclubbing.ch (état au 17.7.2012)

danno.ch (état au 17.7.2012)

saferparty.ch (état au 17.7.2012)

¹² Association des organisateurs professionnels suisses de concerts, shows et festivals (Swiss Music Promoters Association).

2. Rapport sur la conférence Safer Nightlife Suisse (19 septembre 2012, Bienne), Peter Menzi (Infodrog)

Présentation du réseau de compétences Safer Nightlife Suisse, SNS, (Aline Bernhardt Keller, Infodrog)

Le SNS est un réseau national de compétences qui traite des questions concernant le thème du milieu festif. Infodrog en assure la coordination. Ce réseau soutient les villes, les cantons, les professionnel-le-s du domaine des addictions, les premiers intervenants et la police au niveau national. De plus, il collabore avec l'OFSP, Fedpol et les professionnel-le-s du domaine Nightlife. Les thèmes suivants ont été traités en ce qui concerne la phase de mise en place:

- détection précoce dans le domaine Nightlife;
- développement du plan de mesures GHB/GBL;
- informations rapides¹³, nationales et coordonnées pour les institutions du domaine Nightlife concernant les substances;
- consommation de substances, risques pour la santé et répercussions dans l'espace public;
- mise à disposition des informations destinées à la pratique et à la recherche.

15 ans de prévention et de réduction des risques dans la vie nocturne suisse (Alexander Bücheli, Streetwork Zurich)

Une ville se doit d'avoir une vie nocturne, sinon elle est qualifiée de «ville morte». Depuis une quinzaine d'années, le travail de proximité met l'accent sur la prévention et la réduction des risques dans le domaine festif. L'alcool est de loin la substance la plus souvent consommée et en de grosses quantités. «ecstasy info» dont l'activité a débuté en 1995 à Zurich est considéré comme le précurseur en matière d'aide orientée vers l'acceptation dans le domaine Nightlife. L'organisation «eve & rave», fondée en 1996, est proche des milieux de la scène nocturne et s'est fortement engagée pour défendre les intérêts des noctambules. Cette fondation est toujours très active en Suisse et en Allemagne. Le portail en ligne eve & rave avec ses informations sur les substances, sur le Safer Use et sur la prévention, est un portail visité très régulièrement. C'est en 1998 que la première offre pilote E Drug Checking voit le jour à Berne. Elle a été mise en place par le Réseau Contact et le laboratoire de contrôle pharmaceutique de Berne. L'idée a été reprise en 2001 par Streetwork Zurich et continue à connaître un franc succès jusqu'à présent. Le travail en milieu festif à Zurich suit une approche intégrative et comporte les objectifs suivants:

Pour l'individu: l'objectif à atteindre est la meilleure santé possible au sein d'un projet de vie qu'il s'est choisi.

Pour la communauté: l'objectif est de définir conjointement avec les acteurs de la vie nocturne, les autorités, la prévention, d'autres intervenants et les personnes concernées (riverains, les noctambules) des solutions et de les appliquer. Les thèmes les plus importants sont la consommation de substances, la santé, la violence, le bruit et la cohabitation dans l'espace public. Grâce à l'approche intégrative en ville de Zurich, la sensibilité aux risques en ce qui concerne la consommation de substances illégales a augmenté et la polyconsommation, qui pose particulièrement des problèmes, a diminué de 20% grâce au travail de prévention effectué sur place au sein des groupes cibles. Les données récoltées moyennant le Drug Checking et les informations fournies y jouent certainement un rôle important.

Dans les années qui ont suivi, d'autres projets ont vu le jour dans le domaine Nightlife en Suisse. Citons notamment:

Be my Angel de la Fondation vaudoise contre l'alcoolisme:

- Sécurité routière. Les conducteurs ou les conductrices signent un contrat sur place. Ainsi, ils/elles s'engagent à renoncer à boire de l'alcool ou à consommer d'autres drogues, afin de raccompagner leurs passagers/-ères à la maison en toute sécurité.

¹³ <http://www.saferparty.ch/drugchecking/saferparty.html>

Safer Clubbing:

- Safer Clubbing est une marque collective déposée pour les clubs, les bars et les bars lounge ayant des standards de qualité élevée et qui assument leur responsabilité et soutiennent la prévention et la sécurité.

Les défis les plus importants pour l'avenir sont:

- mettre en place et développer une coordination et un réseau de compétences «Safer Nightlife Suisse» au niveau national, encourager la gestion de l'environnement avec les pairs, Security, SIP, Pinto;
- intégrer au lieu d'exclure: accepter la vie nocturne comme étant une offre culturelle et de loisirs importante;
- promouvoir des approches intégratives au niveau structurel et sur la base de la coopération (Safer Clubbing, clubs) et ne pas uniquement avoir une réglementation et un contrôle des autorités;
- récolter davantage d'informations sur la consommation de substances dans la vie nocturne;
- étendre les offres du Drug Checking à toute la Suisse;
- mettre en place un système d'information rapide avec des connexions au niveau national;
- récolter, traiter et publier systématiquement des données sur les nouvelles substances et la polyconsommation;
- promouvoir les offres suprarégionales telles que Safer Dance Schweiz et eve & rave Suisse.

Le thème de la vie nocturne et les risques connexes pour l'individu, ainsi que les effets sur l'utilisation de l'espace public, requièrent une analyse différenciée des problèmes et une collaboration renforcée entre les différents spécialistes et les institutions.

Epidémiologie des substances consommées, des consommateurs et des types de consommation (Jean-Pierre Gervasoni, IUMPS)

Il existe différentes enquêtes en Suisse concernant les données sur la consommation de substances. D'un côté, il y a l'enquête HBSC/AS (Health Behaviour in School-aged Children) réalisée tous les quatre ans auprès d'élèves âgés de 11 à 15 ans, à laquelle participent presque tous les pays européens, et de l'autre côté l'Enquête Suisse sur la Santé (ESS) qui est menée tous les cinq ans. En outre, le monitoring national des addictions (AMIS) avec le module «consommation fin de semaine» et une partie qualitative, réalise une enquête qui fournit des informations sur les substances consommées lors d'une fête. Il existe également de petites enquêtes réalisées par Streetwork Zurich et Nuit Blanche. Les données dans le domaine Nightlife comportent cependant quelques lacunes. En principe, nous pouvons affirmer ceci: l'alcool demeure la substance la plus consommée:

- la consommation de cocaïne a augmenté au cours des dernières années;
- la prise de risque a augmenté. La connaissance des risques liés à une polyconsommation fait en principe défaut;
- la consommation des substances dépend fortement de l'événement (fête, fête de village, open-air etc.) auquel on participe;
- la conduite sous l'influence de substances est largement répandue. Beaucoup de consommateurs/-trices estiment que le retrait éventuel du permis de conduire est un risque plus important que le risque d'accident.

Legal Highs et Research Chemicals en Suisse (Alwin Bachmann, Infodrog). Résultats de l'enquête auprès des consommateurs et implications pour la prévention

En Suisse, la consommation des «Legal Highs» et des «Research Chemicals» (pilules, composition d'herbes, etc.) sont des phénomènes marginaux. Les consommateurs débutants sont âgés en moyenne de 22.5 ans et la plupart des consommateurs (84%) ont une expérience avec des drogues dures. Les motifs les plus importants pour la consommation sont l'ivresse et la curiosité. Comme

pour les substances illégales, l'étiquetage erroné des «Legal Highs» pose un problème, ce qui a pour conséquence que de fausses quantités ou des produits inconnus sont consommés.

Les consommateurs de «Legal Highs» ont davantage de problèmes psychiques à long terme que les consommateurs qui n'ont jamais consommé ce type de drogue. Le problème est que les effets à long terme des «Legal Highs» ne sont pas encore connus. De plus, il n'existe aucun contrôle de qualité en dépit du fait que certaines drogues sont autorisées, à savoir des substances telles que par exemple l'alcool. La polyconsommation représente particulièrement un danger pour les consommateurs de «Legal Highs», puisque les produits finis (par exemple les pilules) contiennent fréquemment plusieurs substances et les consommateurs de ce type de drogues ont de toutes les façons tendance à consommer des drogues multiples.

Bilan de la situation des «Legal Highs»

- Les «Legal Highs» sont sans doute un problème marginal en Suisse et leur consommation est peu répandue parmi les noctambules.

Les consommateurs de «Legal Highs» forment un groupe hétérogène de jeunes adultes qui expérimentent les drogues et l'ivresse. Il convient de distinguer deux groupes:

- consommateurs de drogues expérimentés avec une consommation responsable;
- petite population avec une consommation problématique et présentant des problèmes psychiques.

Seule une toute petite minorité remplace les drogues récréatives classiques par des «Legal Highs».

Bilan de la prévention et de la réduction des risques

- Information et sensibilisation des groupes cibles.
- Sensibilisation au Drug Checking en mettant à disposition des informations factuelles (données).
- Utilisation accrue des nouveaux médias pour les messages de prévention.
- Approche pair-à-pair: sensibilisation des consommateurs par des consommateurs.

Substances: qu'est-ce qui est saisi, qui deale et quelle est la tendance sur le marché des drogues illicites (Christian Schneider, Fedpol)

Dans la présentation, il a été question du marché des drogues illicites de manière exclusive et l'accent a été mis sur les quatre substances principales (cocaïne, cannabis, ecstasy et amphétamines). Alors qu'on observe une hausse des saisies concernant la cocaïne, le cannabis et les amphétamines, les chiffres qui se rapportent à l'ecstasy sont plutôt en baisse. Néanmoins, on doit prendre en considération le fait que ces chiffres s'inscrivent également dans la recherche d'une thématique principale. La plupart des dealers ont entre 20 et 30 ans et sont de sexe masculin, Suisses (cannabis) ou de nationalité étrangère (cocaïne). Contrairement à d'autres substances, la cocaïne est dealée «ouvertement», ce qui augmente considérablement le risque et ce sont les étrangers qui se retrouvent à occuper ce «marché».

Evolution et tendances

- Grande stabilité de tous les marchés des drogues.
- Marché/consommation de la cocaïne a aussi atteint les régions rurales.
- Deal de plusieurs produits constitue environ 16% de toutes les dénonciations.
- Ecstasy et amphétamines restent les drogues de synthèse les plus importantes.
- Produits chimiques de recherche jouent plutôt un rôle secondaire.
- Méthamphétamines («crystal» et «pilules thaïes») sont un problème marginal.

La cocaïne et l'égo: interaction sociale et cognitive (Boris Quednow, UZH), présentation des résultats de l'étude sur l'interaction sociale et cognitive pour les consommateurs et dépendants à la cocaïne

La cocaïne est, après le cannabis, la substance la plus consommée dans le monde. La Suisse se trouve légèrement au-dessus de la moyenne européenne en matière de consommation de la cocaïne. Environ 17% des consommateurs de cette drogue deviennent dépendants. Le potentiel d'addiction élevé est cependant bien en dessous de celui du tabac. La cocaïne provoque rapidement des troubles cognitifs.

Rapport entre cognition sociale et consommation de cocaïne

- Chez les cocaïnomanes, il existe un risque 22x plus élevé de développer un trouble antisocial de la personnalité. Il est aussi possible que les personnes souffrant d'un trouble antisocial de la personnalité aient plus tendance à consommer de la cocaïne.
- Chez les consommateurs dépendants, on peut constater un égocentrisme prononcé ainsi qu'un appauvrissement au niveau émotionnel.
- Les émotions exprimées par le visage peuvent être identifiées correctement, mais la capacité d'empathie reste limitée.
- Les consommateurs disposent réellement d'un petit réseau de non-consommateurs et le considère comme étant un soutien peu émotionnel.
- Après une année d'abstinence, les capacités cognitives s'améliorent de nouveau.

Conclusions

- Les consommateurs de cocaïne ont un rapport altéré avec le monde.
- Si les troubles préexistent dans les fonctions sociales du moi et favorisent la consommation, ou s'ils induisent la consommation de la cocaïne, sont des aspects expliqués dans les études scientifiques longitudinales.
- La réversibilité du changement socio-cognitif est encore floue.
- On pourrait peut-être améliorer le traitement de l'addiction à la cocaïne, si on se basait sur les troubles socio-cognitifs spécifiques.

Kétamine: la substance, les risques, les interventions socio-sanitaires (Michele Pellegrino, Projet Nautilus, Rome)

Michele Pellegrino traite du rôle de la kétamine auprès des jeunes italiens lorsqu'ils sont de sortie. La kétamine a été synthétisée pour la première fois en 1962 et a été mise sur le marché en 1970. En Russie, cette substance a d'abord été utilisée à des fins médicales. En 2001, elle a été ajoutée en Italie sur la liste des stupéfiants. Ses effets sont comparables aux antidépresseurs, la kétamine a été utilisée auparavant comme «anesthésie de guerre». Prise à fortes doses, elle provoque des effets hallucinogènes et l'impression de dissociation entre le corps et l'esprit (sensation de se détacher de son corps). Les effets sont très efficaces et la kétamine est plutôt difficile à doser. Un dosage trop élevé peut entraîner des troubles respiratoires mortels. Ce risque augmente lorsque la kétamine est mélangée à des sédatifs (alcool, benzodiazépine). En Italie, la polyconsommation (mélange de la kétamine et d'autres substances) est un phénomène fréquent. Le mélange le plus prisé est celui de la kétamine et de l'ecstasy (MDMA). En Italie, la kétamine représente la troisième substance la plus consommée fréquemment, derrière le cannabis et l'alcool.

Discussion avant la pause de midi

Comment faire pour mieux atteindre les jeunes et qu'est-ce qui a été fait jusqu'à présent?

- Alwin Bachmann attire l'attention sur le portail e-Addictions qui est en cours de réalisation. On pourra s'adresser aux jeunes qui ne se rendent pas dans un centre spécialisé dans les addictions par le biais de la cyber-consultation, des chats et des forums.
- Alex Bücheli renvoie au travail sur les centres de prévention pour les jeunes. On peut atteindre les jeunes avec les conférences dans les écoles et les sites web destinés aux groupes cibles. De plus, le Drug Checking est une méthode appropriée qui permet d'atteindre les consommateurs de drogues festives.

Achat de drogues synthétiques sur internet?

- Alwin Bachmann: «La plupart des «Legal Highs» sont achetées sur internet.»
- Alex Bücheli: «Mais le manque d'anonymat lors d'achats sur internet est un facteur important et celui-ci pousse une partie des personnes à ne pas acheter des substances via la toile.»
- Christian Schneider: «La priorité de la police des frontières est de contrôler les envois postaux en provenance de l'étranger. Les achats via internet sont en baisse.»

GHB/GBL et les délits sexuels induits par la consommation de drogues

- Alex Bücheli: «Il existe peu de cas de GBL/GHB et d'abus sexuels induits par la consommation de drogues. Au cours de ces dernières années, on a constaté une diminution significative de la consommation du GBL/GHB. L'alcool reste la drogue la plus fréquemment utilisée lors de viol et continue d'être trop souvent sous-estimée.»
- Alwin Bachmann: «Cette substance reste difficile à déceler. Dans la plupart des cas, les gouttes KO ne sont pas prises intentionnellement.»
- Christian Schneider confirme ces différents points de vues: «Les viols commis sous l'influence des «gouttes KO» sont très rares et la drogue numéro un reste l'alcool (environ 80%). Le problème avec les des gouttes KO est qu'ils ont avant tout un produit des médias.»

Utopies sociales: la vie nocturne: espace de socialisation et miroir de notre société (Kira Kosnik, Uni Francfort sur-le-Main)

Pour les jeunes, la vie nocturne constitue une partie particulièrement importante de leur vie sociale. De nos jours, faire la fête représente pour eux le loisir le plus important. De même, la vie nocturne est devenue entre-temps un facteur important de l'économie pour de nombreuses villes européennes. La structure sociale d'une société s'exprime aussi dans la vie nocturne. Si l'on peut considérer les fêtes comme étant quelque peu un miroir des rapports sociaux majeurs et des institutions, inversement ces manifestations et d'autres contextes de la vie nocturne influencent aussi la société. Une danse sans aucune réglementation des pas de danse peut être considérée comme un nouveau phénomène social et incarne le changement de rôles entre les hommes et les femmes. On voit apparaître également dans la vie nocturne une certaine tendance à la démarcation sociale. La tendance actuelle est de plus en plus à l'exclusivité, alors qu'autrefois «tout le monde» pouvait participer à la vie nocturne. Cette tendance à l'exclusivité se répercute déjà au niveau des prix et certains groupes de personnes défavorisées socialement sont exclus de la vie nocturne. Au lieu de faire la fête dans des clubs coûteux, ces groupes occupent l'espace public avec pour corollaires la violence, le vandalisme, le littering (abandon de déchets).

Sécurité: soirées, occupation de l'espace public, société 24 heures sur 24, quelles réponses des pouvoirs publics à ces phénomènes? (Jürg Häberli, Union des villes suisses, Berne)

L'Union des villes suisses est en train d'élaborer un document contenant des principes sur la vie nocturne. Il ne s'agit toutefois pas de recommandations générales, car chaque ville est confrontée à une situation différente et a donc ses propres besoins. Il est important de déterminer clairement les lieux de sortie et zones d'habitat.

Dans le domaine de l'alcool, les points suivants ont fait entre autres l'objet d'une discussion:

- interdiction de vente dans les rues dès 20 h;
- interdiction de la consommation dans l'espace public;
- restrictions de vente (par ex. aucune vente en dehors des restaurants après 20h);
- interdiction de la consommation limitée à certains endroits et/ou à certaines heures;
- augmentation de la limite d'âge pour la vente à 18 ans;
- concept de protection des mineurs (achats tests);
- information aux parents lors d'interpellations de mineurs fortement alcoolisés;
- centrale de dégrisement.

Avec des mesures structurelles comme par ex. les horaires d'ouverture flexibles des clubs, beaucoup de noctambules doivent être mieux répartis/es. Parallèlement, la répression à l'encontre des clubs contrevenants doit être renforcée. L'espace public doit rester ouvert à toutes et à tous, si les règles sont respectées. Dans cet ordre d'idées, la position des services du travail social hors-mur ayant des mandats de maintien de l'ordre (Pinto, SIP) doit être renforcée. De plus, il faudrait promouvoir les offres qui ne sont pas destinées à des fins commerciales auprès des jeunes qui veulent sortir.

Sécurité nocturne dans l'espace public à Lausanne: situation actuelle et évolution souhaitable (Morella Frutiger Larqué, Direction de la sécurité publique et des sports, Lausanne)

20'000 – 30'000 noctambules fréquentent les nuits lausannoises chaque fin de semaine. Lausanne est donc «l'endroit où il faut être» en matière de vie nocturne en Suisse romande et de nouveaux clubs ne cessent de voir le jour. La ville propose une large palette d'offres, mais elle a aussi la réputation d'être un lieu prisé pour y commettre des délits. Comment peut-on résoudre la question de la sécurité, sans avoir à renoncer aux offres attrayantes et diversifiées de la vie nocturne ? Madame Frutiger insiste sur l'importance d'appliquer la législation en vigueur. D'un côté, ces lois (limite d'âge pour la vente de l'alcool) devraient être appliquées, d'un autre côté, il faudrait également améliorer le soutien aux autres manifestations culturelles (concerts etc.) comme étant des offres alternatives aux soirées commerciales organisées par les clubs.

Clubs: les répercussions de nature politique, sociale et légale sur lesquelles les gérants de clubs culturels doivent se pencher. (Martin Stricker, gérant du club et du bar Mascotte, Plaza, Zurich)

Martin Stricker a une expérience de 20 ans dans l'organisation de soirées. Il souligne que les propriétaires de clubs recherchent le profit, c.-à-d. qu'ils travaillent selon des principes commerciaux. Focaliser exclusivement sur le marketing ne tient pas sur le long terme, car on court le risque que les soirées deviennent peu attrayantes. Les propriétaires de clubs gagnent essentiellement de l'argent avec la «drogue n°1», l'alcool. Tandis qu'une grande partie de la vie nocturne à Zurich, dans les années 90, se déroulait de manière illégale dans des anciens bâtiments d'usines (alten Fabrikhallen), aujourd'hui, on a reconnu l'importance de la vie nocturne. Cela s'explique par le fait que c'est devenu un secteur d'activité important et qui confère à Zurich un pouvoir d'attraction sur le plan international. Le fait que la vie nocturne jouisse d'une grande popularité requiert cependant plus de réglementation. Toutefois devoir plus réglementer peut avoir pour conséquence la «mort» de la vie nocturne. De nos jours, la vie nocturne touche un public plus large et l'on se sert de moyens de communication variés tels qu'internet, Facebook et les flyers classiques. Autrefois, les personnes qui fréquentaient des scènes bien spécifiques restaient majoritairement entre elles.

Les paradoxes de la ville festive. La ville ouverte à l'épreuve des insécurités urbaines (Laurent Matthey, Fondation Brillard Architectes, Genève)

Après la désindustrialisation des villes, la vie nocturne assume dorénavant la fonction de redonner un nouveau visage à l'espace urbain et de renforcer de nouveau le rôle central de la ville comme lieu de rencontre. Au cours des dernières années, les discussions sur la sécurité dans les villes ont pris de l'ampleur. Ainsi sont nées de nouvelles exigences et le marché des offres en matière de sécurité et de prestations a explosé. Les infrastructures de la ville se sont également adaptées à ces nouvelles exigences et habitudes: par exemple les gares ne sont équipées presque uniquement que de bancs métalliques indestructibles. Les villes optent ainsi pour une esthétique typiquement fonctionnelle, ce qui a pour effet qu'elles se ressemblent de plus en plus. L'urbanisme orienté vers la sécurité et la transparence apparaît comme une nouveauté, mais la multifonctionnalité et la sécurité représentent les aspects les plus importants.

Discussion finale

Il ressort de manière unanime de la discussion finale que les problèmes posés ne surviennent pas dans les clubs, mais dans l'espace public. Toutefois, les mesures possibles à prendre qui pourraient soulager l'espace public n'ont pas fait l'unanimité. La discussion montre que les différents acteurs devraient davantage se retrouver autour d'une table afin de discuter des mesures communes à adopter. Il n'en demeure pas moins que chaque ville reste confrontée à ses propres problèmes et que des concepts au niveau national ne pourraient être réalisés que sous forme d'approches. Les responsables doivent à l'avenir réfléchir davantage sur les mesures urbanistiques et réglementaires. Il est très peu probable que devoir plus réprimer et plus réglementer apporte une solution concrète aux problèmes rencontrés.

3. Données sur les substances

3.1 Données du Monitoring suisse des addictions

Le Monitoring suisse des addictions, effectué sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), se compose de cinq modules dont le module 4 qui porte sur les consommations des jeunes et jeunes adultes en fin de semaine¹⁴. Ce module comporte une partie quantitative décrite ci-dessous, et une partie qualitative sous la forme de panels de professionnels et de jeunes dans 4 cantons (SG, TI, VD, ZH)¹⁵.

Les données ont été recueillies à l'aide d'une enquête téléphonique (*Continuous Rolling survey on Addictive behaviours and related Risks CoRoIAR*) effectuée en 2011 auprès de la population générale. 11'009 personnes entre 15 et 97 ans ont été interrogées au sein de la population résidant en Suisse. Un module de cette enquête s'adresse plus particulièrement aux jeunes de 15 à 29 ans, qui ont été sur-échantillonnés. Ce module évalue leur consommation de substances légales et illégales et les conséquences de cette consommation lors des sorties de fin de semaine. L'enquête téléphonique, avec le module «jeune» s'est déroulée une première fois entre juillet et décembre 2011; la seconde aura lieu entre juillet et décembre 2013. 1'078 jeunes entre 15 et 29 ans ont répondu à des questions en lien avec la consommation de substances licites ou illicites et les sorties le week-end. Parmi ces jeunes, 137 ne sont pas sortis au cours du dernier mois et 5 non-réponses ont été observées. Ce chapitre se concentre donc principalement sur les 936 jeunes qui sont sortis au cours des 30 derniers jours. Nous présentons ci-dessous les résultats de manière détaillée car il s'agit de la première enquête représentative en Suisse des consommations de fin de semaine lors d'une sortie festive. Cette étude a néanmoins des limites liées au mode d'enquête via des téléphones fixes.

3.2 Consommation de substances

Les substances psychoactives les plus consommées sont l'alcool (89% des jeunes de 15 à 29 ans en ont consommé dans les 12 derniers mois), puis la cigarette (28%) et le cannabis (16%) (cf. Figure 1). Ceci se vérifie quelle que soit la période de référence (c'est-à-dire au cours de la vie, au cours des 12 derniers mois et lors de la dernière sortie). Le taux de consommation de l'alcool et de cigarettes augmente avec l'âge, c'est l'inverse pour le cannabis dont le taux d'utilisation diminue avec l'âge. Les autres types de substances psychoactives sont très peu consommées (par exemple 0.7% de consommateurs de cocaïne, 0.7% d'ecstasy dans les 12 derniers mois chez les 15-29 ans). En général, les garçons consomment plus d'alcool, de cigarettes et de cannabis que les filles. Les Suisses alémaniques et les Romands sont plus nombreux à rapporter une consommation d'alcool que les Tessinois (respectivement de 92%, 87% et 71% dans les 12 derniers mois). Les Suisses romands sont les plus grands consommateurs de cigarette et de cannabis, suivis des Suisses alémaniques et des Tessinois.

Parmi ceux ayant consommé de **l'alcool** au cours des 12 derniers mois, environ 45% disent en avoir consommé au moins une fois par semaine (55% chez les garçons et 35% chez les filles). Parmi ces derniers, la moitié des jeunes disent que leur consommation s'est concentrée sur un jour du week-

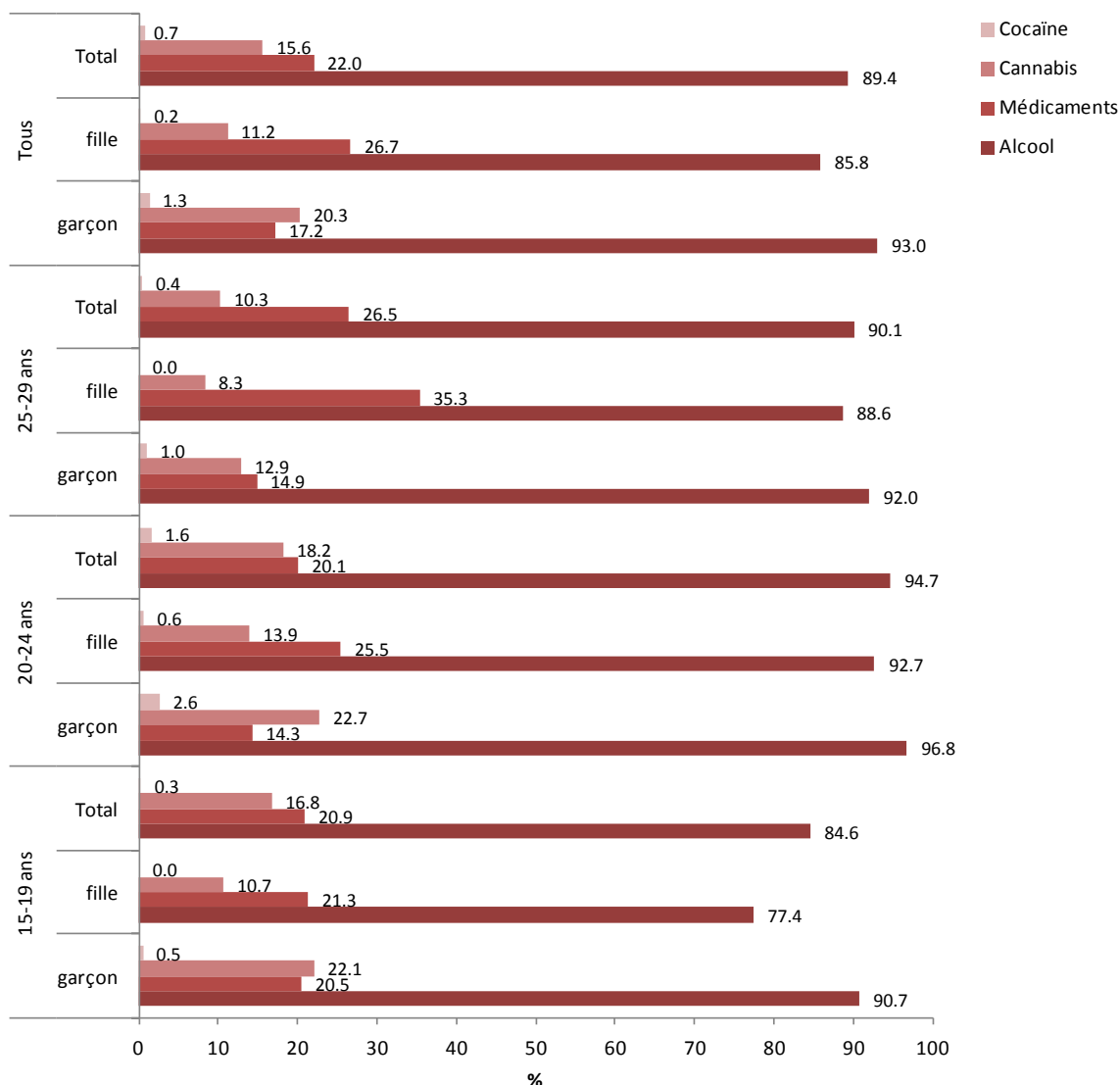
¹⁴ Monitoring suisse des addictions – Rapport Module 4. Consommation des jeunes et des jeunes adultes les fins de semaine. Sonia Lucia, Jean-Pierre Gervasoni, André Jeannin, Françoise Dubois-Arber. IUMSP, Lausanne, Octobre 2012.

¹⁵ Monitoring suisse des addictions – Rapport Module 4. Consommation des jeunes et des jeunes adultes les fins de semaine: Etude Sentinelle dans 4 cantons-1^{re} vague. Sophie Arnaud, Jean-Pierre Gervasoni, Françoise Dubois-Arber. IUMSP, Lausanne, Septembre 2011.

Monitoring suisse des addictions – Rapport Module 4. Consommation des jeunes et des jeunes adultes les fins de semaine: Etude Sentinelle dans 4 cantons-2^e vague. Sonia Lucia, Jean-Pierre Gervasoni, Françoise Dubois-Arber. IUMSP, Lausanne, Décembre 2012.

end. Parmi ceux qui ont consommé de l'alcool le week-end, le nombre de boissons moyen au cours d'une journée s'élève à 4 boissons standards¹⁶. Quel que soit l'âge, les garçons boivent plus que les filles.

Figure 1: Consommation de substances au cours de 12 derniers mois (en %)



Environ un tiers des jeunes disent **fumer** même occasionnellement, la majorité étant des garçons et les taux sont plus élevés à partir de 20 ans. Parmi ces fumeurs, environ 60% fument quotidiennement et 27% de manière occasionnelle. La proportion des fumeurs quotidiens augmente avec l'âge alors qu'elle diminue parmi les fumeurs occasionnels. Parmi les fumeurs quotidiens, le nombre moyen de cigarettes/cigarettes roulées consommées par jour est d'environ 12. Parmi les non-fumeurs actuels, 22% disent avoir déjà fumé au cours de leur vie (ex-fumeurs). L'âge moyen de début est de 16 ans.

Les types de consommation de tabac les plus fréquents sont la cigarette (95%), puis la pipe à eau (narguilé, shisha, 10%). Les cigares, cigarillos et la pipe sont consommés plus rarement (moins de

¹⁶ Un verre (= une boisson standard) correspond à un verre de vin (environ 1 dl), une petite bière, un petit verre d'alcool fort, une bouteille d'alcool pop, un apéritif ou longdrink (Bacardi Cola, Vodka – jus d'orange ou autres Cocktails). Tenez compte du fait que, par exemple, une grande bière (c'est-à-dire une canette de 0.5l ou un grand verre de 0.5l) correspond par exemple à 2 boissons standards et qu'une bouteille de vin correspond à 7 boissons standards.

5%). L'usage des cigares, cigarillos et pipe augmente avec l'âge alors que celui de la pipe à eau diminue. Relevons qu'environ 7% des jeunes disent consommer du tabac à priser avec un taux s'élevant à environ 10% chez les garçons (variant entre 10% et 15% selon l'âge).

Bien que consommé moins fréquemment que l'alcool, le **cannabis** a été expérimenté par environ 40% des jeunes au cours de la vie, 16% au cours des 12 derniers mois et 8% durant les 30 jours. Les garçons consomment plus que les filles mais une différence significative n'est relevée que parmi les plus jeunes (15-19 ans). La consommation au cours du dernier mois est plus faible dans la dernière tranche d'âge. L'âge moyen de la première consommation de cannabis est de 16 ans tous sexes confondus. Parmi les jeunes ayant fumé du cannabis lors de la dernière sortie de fin de semaine, le nombre moyen de joints consommé est d'environ 3 et ce nombre diminue avec l'âge.

Parmi les **médicaments** - contre la douleur, somnifères ou tranquillisants et médicaments pour renforcer l'attention - les premiers sont les plus utilisés (environ 17% au cours des 12 derniers mois et 4% au cours des 30 derniers jours). Les filles tendent à utiliser plus de médicaments contre la douleur.

3.2.1 Habitudes de sortie

En moyenne, les jeunes sortent quatre soirs de fin de semaine par mois. Les jeunes entre 25 et 29 ans sortent moins souvent que les plus jeunes. Les garçons sortent plus souvent que les filles, bien qu'une différence significative ne soit relevée que dans la tranche d'âge 20-24 ans. Le nombre de sorties augmente avec l'argent disponible, ceci de manière plus marquée dans les deux premiers groupes d'âge.

Lors de leur dernière soirée en fin de semaine, les jeunes ont fréquenté en moyenne deux types de lieux, principalement les bars et discothèques suivis des restaurants ou du cinéma. Les périodes où les gens sortent beaucoup sont les mois de juillet, août et décembre. Les bars/disco, restaurant/cinéma et soirée privée sont les lieux les plus fréquentés au mois de décembre alors que les fêtes dans les espaces publics (parc, place, parking, etc.) et les open air/fête de jeunesse sont plus fréquentés au mois d'août. Les mois de septembre, octobre et novembre sont plus calmes.

Les répondants ont utilisé les types de transports suivants pour rentrer à domicile lors de la dernière sortie: 35% sont rentrés à pied, 30% sont rentrés en transports publics, 26% se sont fait conduire et 22% ont conduit leur véhicule privé¹⁷. Les transports publics sont privilégiés en Suisse alémanique et l'usage d'un véhicule en tant que conducteur ou comme passager sont préférés par les Tessinois. Les jeunes ayant consommé de manière excessive lors de leur dernière sortie disent être majoritairement rentrés à pied (46% vs. 30%) et 5% ont conduit malgré une consommation excessive pendant la soirée comparé à 29% des autres jeunes ayant moins consommé.

Les jeunes disposent chaque mois de 750 CHF en moyenne (médiane = 475 CHF) pour leurs dépenses personnelles (après déduction de tous les frais courants comme le loyer, la nourriture, etc.). Les garçons dépensent plus que les filles lors de leurs sorties. Il en va de même de l'achat de boissons alcoolisées. Les dépenses augmentent avec l'âge. Les jeunes avec une consommation à risque ont plus d'argent à disposition pour des dépenses personnelles, ils dépensent plus pour l'achat d'alcool mensuellement ainsi que par soir de sortie que les autres jeunes.

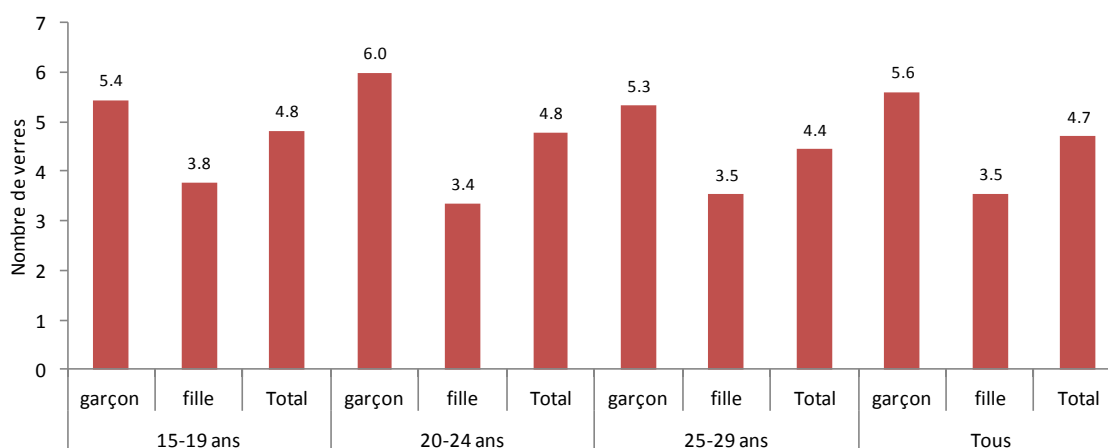
3.2.2 Consommation lors de la dernière sortie de fin de semaine

Tout d'abord, il est important de mentionner que 30% des jeunes rapportent n'avoir consommé aucune substance psychoactive lors de leur dernière sortie de fin de semaine. Environ 64% ont

¹⁷ Plusieurs réponses étant possibles, l'addition des différentes catégories est supérieure à 100%.

consommé de l'**alcool** lors de la dernière sortie de fin de semaine. Le nombre de verres moyen consommé s'élève à un peu moins de 5 verres standards: un peu moins de 4 pour les filles et plus de 5 pour les garçons (cf. Figure 2). En revanche, il y a peu de variation entre les différents groupes d'âge. Les alcools les plus consommés lors de la dernière sortie sont la bière (3.3 verres) suivie des alcools forts (2.8), du vin (2.6) et des mélanges de cocktails achetés (2.4). Ce sont les Romands qui consomment la plus grande quantité d'alcool comparé aux autres régions (5.5 verres en Romandie, 4.6 en Suisse alémanique et 2.8 au Tessin).

Figure 2: Nombre de verres d'alcool consommés lors de la dernière sortie de fin de semaine (moyenne)



Entre juillet et décembre, les jeunes (les garçons comme les filles) consomment plus de boissons au mois de juillet, moins entre septembre et novembre, et de nouveau davantage en fin d'année.

La proportion de jeunes ayant bu de l'alcool avant de sortir dans un club, bar, etc. s'élève à 14%. Le nombre de verres consommés est d'un peu moins de 3 et aucune différence significative n'est relevée entre garçons et filles. Le groupe de jeunes qui a bu avant de sortir consomme environ 2 verres de plus que ceux qui ne l'ont pas fait. Les consommations ont lieu dans la majorité des cas dans des espaces privés (à domicile ou chez des amis) ceci de manière identique chez les garçons et chez les filles.

Une question a été posée afin de déterminer à quel point le jeune était ivre ou sous l'influence de substances lors de la dernière sortie de fin de semaine. Le nombre moyen de verres s'élève à un peu moins de 2 pour ceux se disant sobres, à 4 pour ceux qui étaient modérément ivres et à 8 parmi les jeunes qui disent avoir été fortement ivres lors de la dernière sortie.

Parmi les jeunes qui ont **fumé** lors de la dernière sortie de fin de semaine (24%), le nombre moyen de cigarettes consommées est d'environ 10. Des différences entre filles et garçons sont observées: les filles consomment plus que les garçons dans la catégorie 15-19 ans mais ce constat s'inverse dès 20 ans.

Le nombre de **joints** que les jeunes ont fumés lors de la dernière sortie de fin de semaine est d'environ 3 en moyenne et ce nombre diminue avec l'âge.

Lors de la dernière sortie, 41% des jeunes ont consommé uniquement de l'alcool. En ce qui concerne la **multi-consommation** lors de la dernière sortie de fin de semaine, elle est présente chez 27% des jeunes; la substance centrale est l'alcool auquel s'ajoutent d'autres substances licites ou illicites. Le mélange le plus fréquent est l'alcool accompagné de la cigarette (17%); le taux augmente avec l'âge (passant de 11% chez les plus jeunes à 20% dans le groupe des plus âgés). Les autres types de multi-consommations concernent 6% des jeunes. On observe une diminution des autres types de mélange avec l'âge passant de 8% à 3%. Les garçons sont plus nombreux que les filles à faire usage de multi-consommations.

La proportion de jeunes avec une **consommation excessive** d'alcool s'élève à environ 28%¹⁸ et à 2% pour le cannabis¹⁹.

Les jeunes à risque (c'est-à-dire avec une consommation excessive d'alcool ou de cannabis) se trouvent chez les 20-24 ans (30% à risque) et chez les garçons (37% à risque versus 20% chez les filles). De plus, les Romands comptent plus de jeunes à risque que les Suisses alémaniques et les Tessinois (respectivement 39%, 27% et 10%).

Parmi les jeunes avec une consommation à risque, 90% disent avoir été saouls avant 18 ans (77% dans le groupe de comparaison). Le nombre de boissons standards consommées au cours d'une journée le week-end, est plus élevé parmi les jeunes à risque (5.1 vs. 3.7 verres). Le taux de fumeurs est également deux fois plus élevé parmi les jeunes avec une consommation à risque (44% vs. 21%). Ces derniers consomment plus de cannabis (au cours de la vie, de la dernière année ou du dernier mois) mais aucune différence n'est relevée au niveau de l'âge de la première consommation. Hormis les médicaments servant à renforcer l'attention (2.3% vs. 0.6%), aucune différence significative n'est observée au niveau de la consommation des autres médicaments (contre la douleur et somnifères/tranquillisants) entre les deux groupes.

3.2.3 Comportement à risque

Différentes questions permettent d'évaluer **les risques** auxquels les jeunes ont été confrontés lors des sorties de fin de semaine tels que: le mode de transports pour rentrer à la maison, les rapports sexuels non-protégés ainsi que les problèmes rencontrés et les incivilités commises.

Parmi les jeunes qui ont consommé au moins un verre lors de leur dernière sortie de fin de semaine, ceux qui sont rentrés à domicile en conduisant leur véhicule ont bu en moyenne presque 3 verres d'alcool (avec un taux d'alcoolémie probablement supérieur à 0.5 pour mille). Chez ceux qui ont bu et sont rentrés à pied, en transports publics ou qui se sont fait conduire, le nombre de verres moyen bu varie entre 4.8 et 5.1. Parmi les jeunes ayant répondu être rentrés à la maison en tant que passager d'un véhicule, environ 20% disent que le conducteur était sous influence de substances.

Environ 8% des jeunes disent avoir eu des rapports sexuels lors de la dernière sortie de fin de semaine. Le taux le plus élevé est atteint par les Tessinois, suivi par les Romands et les Suisses allemands. Le taux de personnes n'ayant pas utilisé de préservatif est relativement élevé mais la plupart mentionnent avoir eu ce rapport avec un partenaire stable. Parmi les jeunes ayant eu une relation sexuelle au cours de la dernière soirée, 16% se sont dit complètement sobres, 60% sous influence légère et 24% fortement sous influence. Parmi ceux qui étaient fortement sous influence de substance, la majorité a utilisé le préservatif, en général avec un partenaire occasionnel.

Environ un quart des jeunes ont rencontré au moins un problème ou commis une incivilité au cours des 12 derniers mois (cf. Figure 3): problèmes avec la police (6%), accident de la circulation (6%), soins aux urgences (5%), altercation physique ou bagarre (14%), causé des dommages matériels²⁰ (6%). Les personnes ayant expérimenté ce type de problèmes ont généralement eu une consommation d'alcool plus importante. Les garçons rapportent plus de problèmes et commettent plus d'incivilités; chez ces derniers le taux décroît avec l'âge alors que chez les filles la proportion est plus élevée dans la tranche d'âge 20-24 ans.

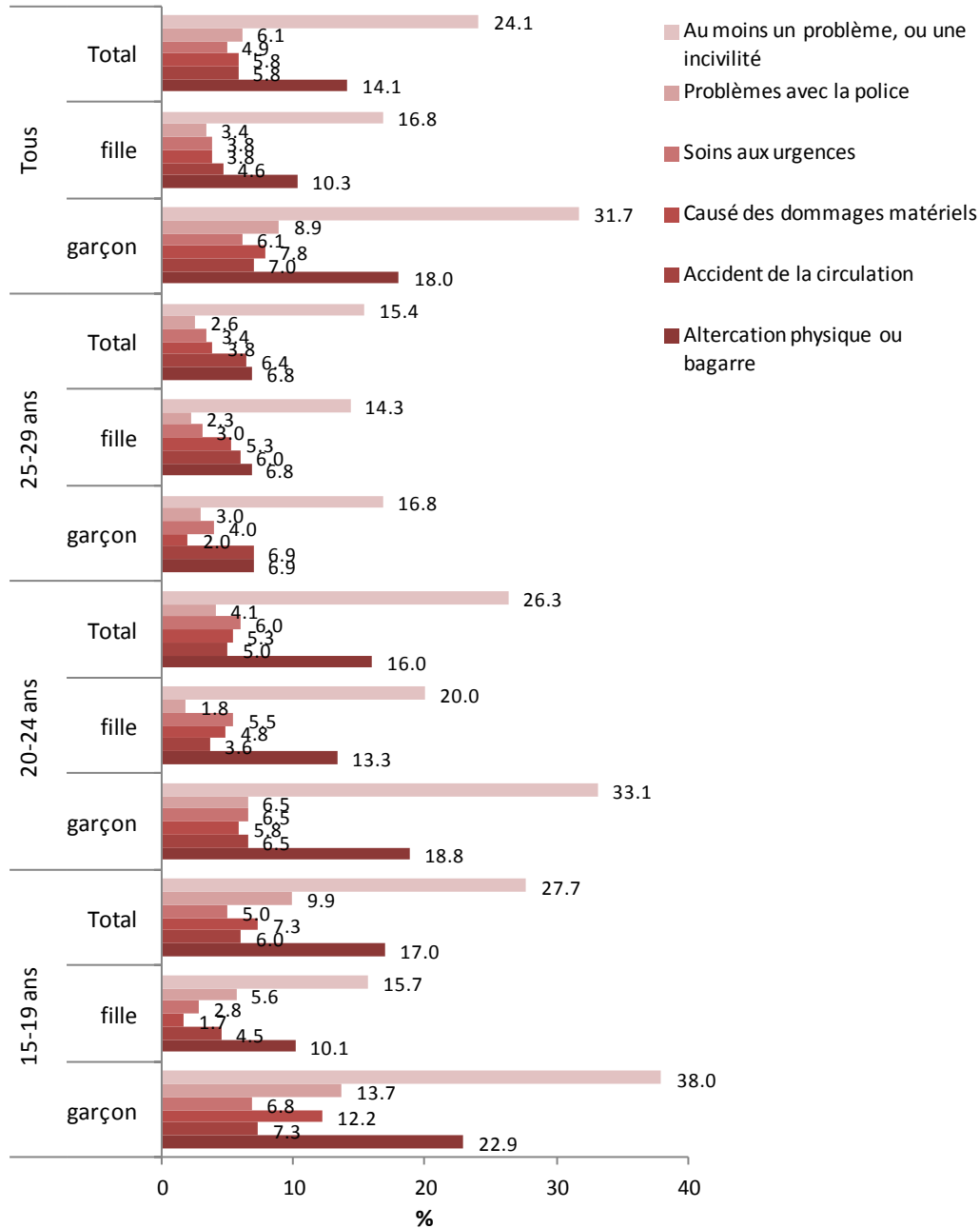
¹⁸ Pour un garçon cinq verres ou plus au cours de la dernière sortie en fin de semaine, pour une fille quatre verres ou plus.

¹⁹ Consommation de deux joints au moins au cours de la dernière sortie de fin de semaine.

²⁰ Par dommages matériels on entend «vandalisme».

Lors de la dernière sortie, environ 5% ont rencontré au moins un problème et 3% de jeunes ont eu une altercation physique ou bagarre. Ces derniers ont bu environ 7 verres. Parmi les jeunes ayant eu une consommation à risque lors de la dernière sortie de fin de semaine, le taux d'altercations physiques ou de bagarre s'élève à 6% alors qu'il est de 1% chez les autres.

Figure 3: Problèmes rencontrés et incivilités commises au cours des 12 derniers mois (%)



3.2.4 Les jeunes qui ne sont pas sortis

Une dernière analyse a consisté à comparer les jeunes qui ne sont pas sortis en fin de semaine au cours des 30 derniers jours (13%) à ceux qui sont sortis. Ceux qui ne sont pas sortis sont plutôt les plus âgés (25-29 ans) et ceux qui sont mariés. Leurs consommations sont significativement inférieures. Le nombre de boissons standards consommées au cours d'une journée le week-end, est moins élevé parmi eux (2.7 vs. 4.0 verres) et la proportion de fumeurs plus basse (18% vs. 28%). Il en va de même au niveau de la consommation de cannabis quelle que soit la période de référence.

Cependant, aucune différence significative n'est observée dans la consommation de médicaments entre les deux groupes.

3.2.5 Conclusions

En moyenne, les jeunes sortent quatre soirs de fin de semaine par mois. Ceux entre 25 et 29 ans sortent moins souvent que les plus jeunes et les garçons sortent plus souvent que les filles. Le nombre de sorties augmente avec l'argent disponible et les dépenses avec l'âge. Les garçons dépensent plus que les filles lors de leurs sorties et pour l'achat de boissons alcoolisées. Concernant la distribution et la typologie des lieux où les jeunes consomment, il s'avère que les bars et discothèques sont les lieux plus prisés suivis des sorties au restaurant ou cinéma et des soirées privées. La consommation dans les espaces publics (tels que parc, place, parking, etc.) est moins fréquente.

Les substances psychoactives les plus consommées sont l'alcool, suivi de la cigarette et du cannabis. Le taux de consommation de l'alcool et des cigarettes augmente avec l'âge mais diminue pour l'usage du cannabis. Les autres types de substances psychoactives sont très peu consommées ou leur consommation moins rapportée. En général, les garçons consomment plus d'alcool, de cigarettes et de cannabis que les filles, quel que soit l'âge.

L'alcool est la substance la plus consommée en fin de semaine, à laquelle viennent s'adjoindre d'autres substances. La multi-consommation de substances est présente chez environ un quart des jeunes. Le mélange le plus fréquent est la paire alcool/cigarette avec un taux de consommation qui augmente avec l'âge.

Un nombre important (environ un tiers) de jeunes ont consommé de manière excessive de l'alcool ou du cannabis lors de la dernière sortie de fin de semaine. Ce sont les garçons et la classe d'âge 20 et 24 ans qui sont les plus à risque, mais une proportion non négligeable des plus jeunes sont dans cette situation. Parmi les consommateurs excessifs, on observe deux fois plus de garçons que de filles et ce sont les Romands qui sont les plus représentés.

L'étude a mis en exergue la fréquence importante des risques associés aux sorties de fin de semaine. Les altercations physiques ou bagarres sont les situations problématiques les plus fréquemment rencontrées lors des sorties, suivies par le fait d'avoir causé des dommages matériels, d'être allé aux urgences et d'avoir eu des problèmes avec la police. Il est également intéressant de relever que les jeunes qui ont conduit une voiture pour rentrer à domicile disent avoir moins bu que ceux ayant utilisé d'autres types de transport (à pied, transport publics, passager d'un véhicule). Cependant, ils ont tout de même consommé en moyenne près de 3 verres d'alcool. De plus, parmi les jeunes ayant répondu être rentré à la maison en tant que passager d'un véhicule, environ 20% disent que le conducteur était sous influence de substances. On n'a par contre pas observé une utilisation moindre de préservatifs en rapport avec une consommation excessive d'alcool.

3.3 Autres études sur la vie nocturne

3.3.1 Enquête internet 20 Minutes/gfs

Une enquête internet a été conduite par l'institut gfs sur mandat du journal *20 Minutes* en ligne du 2 au 12 novembre 2012²¹. Les questions portaient sur les consommations d'alcool, de tabac, de drogues illégales. Il n'y avait par contre pas de questions spécifiques sur les consommations de fin de semaine, ou lors de sorties en milieu festif. L'enquête a permis de récolter des informations auprès

²¹ Erfahrung mit Drogen, aber nicht süchtig. Kurzbericht zur Drogenstudie. Urs Bieri, Jonas Ph. Kocher, Stephan Tschöpe, Sarah Deller. Gfs, Bern, November 2012.

de 28'515 personnes âgées de 14 ans et plus. Il est intéressant de relever que pour les personnes de moins de 40 ans l'enquête est considérée comme représentative de la population suisse, que pour les personnes de 40 à 65 ans, elle est moyennement représentative et que pour les plus de 65 ans, elle n'est pas représentative. En ce qui concerne l'alcool, 3% des moins de 40 ans en consomment tous les jours contre 16% des personnes âgées de 40 à 64 ans. Deux tiers des personnes ayant répondu à l'enquête disent ne jamais avoir consommé de drogues illégales, 34% ont consommé du cannabis, 10% de la cocaïne et 8% de l'Ecstasy au moins une fois au cours de la vie (prévalence à vie). Parmi les personnes de moins de 40 ans la prévalence à vie de la consommation de cannabis est de 48%. De manière générale les femmes ont moins consommé de drogues illégales que les hommes et les consommations sont plus élevées dans les grandes villes que dans les petites et moyennes villes et qu'à la campagne.

En raison du nombre élevé de participants à cette étude et du caractère représentatif de cette enquête internet auprès des moins de 40 ans, il serait intéressant de reconduire ce genre d'enquête par internet en utilisant des questions liés aux consommations de fin de semaine et lors de sorties en milieu festif.

3.3.2 Enquête internet sur les «Legal Highs»/CDR

Le «Centre for Drug Research» (CDR) de la Goethe Universität de Francfort a conduit de février à avril 2012 sur mandat d'Infodrog, une enquête internet sur la consommation et l'expérience de «Legal Highs» en Suisse²². En tout, 120 personnes ont rapporté leurs expériences de consommation de «Legal Highs» par le biais de divers sites internet (par exemple: eve-rave.ch, facebook.com, saferparty.ch, etc.). Un tiers a répondu au questionnaire par un autre biais, soit à la suite de la réception d'un flyer ou d'un contact personnel. Les répondants viennent de toute la Suisse, avec toutefois une forte surreprésentation de la région de Zurich et de la Suisse allemande. L'âge moyen était 25.5 ans et 79% des répondants étaient des hommes. La grande majorité des personnes (98%) ayant consommé des «Legal Highs» ont consommé au moins une fois dans leur vie une drogue illégale, dont 84% une drogue dite «dure». Plus des deux tiers ont consommé du cannabis dans le dernier mois précédent l'enquête. L'acquisition des «Legal Highs» se fait essentiellement via internet à l'étranger, suivi par l'approvisionnement par des amis ou des connaissances.

3.3.3 Enquête Nightlife 2012

La méthodologie et les résultats de cette enquête sont présentés au chapitre 8.3. Une enquête du même type est en cours à Lausanne dans le cadre du projet pilote Nightlife Vaud et les résultats seront disponibles à fin 2013.

3.4 Les autres études populationnelles en Suisse

L'enquête suisse sur la santé (ESS) qui a lieu tous les 5 ans depuis 1992 apportent des informations sur les consommations de drogues légales et illégales dans la population générale. De même, l'étude HBSC conduite tous les 4 ans depuis 1986 auprès des jeunes de 11 à 15 ans, apporte des informations intéressantes en termes de tendances des consommations de drogues légales et illégales. Relevons que dans le cadre du monitoring suisse des addictions l'enquête CoRoIAR contient des questions sur la consommation d'alcool durant les jours de semaine et durant le weekend. L'enquête CoRoIAR qui se poursuivra au moins jusqu'en 2017 fournira des données pertinentes sur l'évolution de la consommation d'alcool auprès des divers groupes d'âges et les différences de consommation entre la semaine et le weekend.

²² Abschlussbericht Online-Umfrage zu Legal Highs. Schweiz 2012. Cornelia Morgenstern, Bernd Wense. CDR, Goethe Universität. Frankfurt am Main, Juni 2012.

3.5 Synthèse des données épidémiologiques

Pour conclure ce chapitre, nous tenons à relever que nous disposons en Suisse de nombreuses sources de données liées à la consommation de drogues légales et illégales. Les études portant plus spécifiquement sur ces consommations en fin de semaine ou dans un cadre festif sont plus rares et ont toutes des limites méthodologiques. La mise sur pied du monitoring suisse des addictions par l'OFSP permet d'obtenir de nouvelles informations sur les consommations de fin de semaine que ce soit au niveau quantitatif par l'enquête conduite tous les 2 ans auprès des jeunes de 15 à 29 ans, que par l'approche qualitative des panels de professionnel-le-s et de jeunes dans 4 cantons sentinelles.

Les enquêtes Nightlife qui utilisent depuis 2012 un questionnaire standardisé doivent être poursuivies car elles apportent des informations précieuses sur les consommations de drogues légales et illégales dans le milieu festif.

L'utilisation d'enquête internet comme celle conduite par gfs pourrait être conduite auprès de la population de moins de 40 ans pour mieux appréhender au niveau populationnel les consommations et les prises de risque en fin de semaine. Les résultats de cette enquête pourraient être triangulés avec celles conduites dans le cadre du monitoring suisse des addictions.

Dans la mesure où chaque approche méthodologique a ses propres limites (enquête téléphonique, enquête internet, enquête par questionnaire lors de soirées festives) une analyse et une interprétation conjointe de ces diverses données devraient être réalisées dans le cadre par exemple d'un groupe de travail d'experts en épidémiologie.

Références

Monitoring suisse des addictions – Rapport Module 4. Consommation des jeunes et des jeunes adultes les fins de semaine. Sonia Lucia, Jean-Pierre Gervasoni, André Jeannin, Françoise Dubois-Arber. IUMSP, Lausanne, Octobre 2012.

Monitoring suisse des addictions – Rapport Module 4. Consommation des jeunes et des jeunes adultes les fins de semaine: Etude Sentinelle dans 4 cantons-1^{re} vague. Sophie Arnaud, Jean-Pierre Gervasoni, Françoise Dubois-Arber. IUMSP, Lausanne, Septembre 2011.

Monitoring suisse des addictions – Rapport Module 4. Consommation des jeunes et des jeunes adultes les fins de semaine: Etude Sentinelle dans 4 cantons-2^e vague. Sonia Lucia, Jean-Pierre Gervasoni, Françoise Dubois-Arber. IUMSP, Lausanne, Décembre 2012.

Erfahrung mit Drogen, aber nicht süchtig. Kurzbericht zur Drogenstudie. Urs Bieri, Jonas Ph. Kocher, Stephan Tschöpe, Sarah Deller. Gfs, Bern, November 2012.

Abschlussbericht Online-Umfrage zu Legal Highs. Schweiz 2012. Cornelia Morgenstern, Bernd Wersé. CDR, Goethe Universität. Frankfurt am Main, Juni 2012.

3.6 Statistique policière de la criminalité: saisies et dénonciations, Christian Schneider, Fedpol

Les données policières sur les substances illégales sont avant tout faites de statistiques des saisies et des dénonciations. Recueillies par les cantons et l'Office fédéral de la statistique, elles sont accessibles au public, sous forme agrégée, dans la Statistique policière de la criminalité (SPC)²³. Concernant les saisies, on dispose pour la plupart des substances – à quelques exceptions près – de séries chronologiques portant sur les trois dernières décennies. Ce n'est le cas que dans une moindre mesure pour les dénonciations, leur récolte ayant été transférée en 2009 de l'Office fédéral de la

²³ Données de 1990 à 2008: <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/19/03/02/key/03/01.html>
Données depuis 2009: <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/19/03/02/key/05.html>
Rapport de la SPC: <http://www.bfs.dmin.cha/bfs/portal/de/index/news/publikationen.html>

police à l'Office fédéral de la statistique et les directives y relatives s'étant vues modifiées à cette occasion. Bien que les différences en ayant résulté soient minimales, leur comparabilité n'est plus garantie.

Les données policières ne sont pas récoltées en vue de documenter scientifiquement des contextes sociaux, mais servent à la police à rendre compte de son activité. En ce sens, elles sont un produit dérivé de l'activité opérationnelle de la police et ne se basent ni sur une sélection aléatoire ni sur un autre système scientifique de recueil de données. Aussi reflètent-elles entre autre les priorités de la police en matière de poursuite pénale (et, longitudinalement, la modification de celles-ci au cours du temps), les modifications dans la densité des contrôles, les découvertes fortuites, les limites légales du travail d'enquête et la capacité des trafiquants et consommateurs à se prémunir contre les interventions policières. Tout cela entraîne des distorsions de la sélection qui affectent la pertinence de ces statistiques de saisies et de dénonciations. Raison pour laquelle la SPC ne peut être considérée comme représentative.

Cela vaut en particulier pour une partie des substances jouant un rôle important dans la vie nocturne. Amphétamines et ecstasy sont en effet négociées dans des contextes où la police ne peut intervenir – du fait de restrictions techniques et légales – qu'à certaines conditions. En font partie les marchés dits non-publics – tel le commerce au sein de réseaux d'amis – où il n'y a relation commerciale entre trafiquant et consommateurs que lorsqu'ils se connaissent déjà auparavant, ou dans des marchés semi-publics – comme les clubs ou les bars – où, compte tenu du contexte spatial et social, trafiquants et clients peuvent penser qu'ils ne se trouveront très probablement pas impliqués dans une intervention policière, et ce même s'ils ne se connaissent pas auparavant.

S'ajoute à cela que marchés illégaux non-publics et semi-publics comme certaines des substances jouant un rôle important dans la vie nocturne attirent peu l'attention de la population et que la pression publique exercée sur la police pour qu'elle traque le commerce de ces substances est faible. D'où un petit nombre de saisies et un nombre de dénonciations fortement variable au fil du temps, dénonciations placées sous le sceau de découvertes fortuites et de quelques procédures couronnées de succès. Les chiffres en question ne permettent cependant pas de tirer des conclusions directes quant à l'ampleur «réelle» du marché ou de son évolution.

Les données policières sur les substances illégales peuvent néanmoins être utilisées, à tout le moins dans une certaine mesure, pour documenter les tendances à long terme de l'offre et de la demande. Interpréter de tels changements n'est pourtant possible qu'au terme d'années de tendance claire. Mais pour être pertinentes quant aux changements intervenus sur de plus courtes périodes ou pour des comparaisons transversales, les données policières doivent être interprétées en tenant compte du contexte dans lequel elles ont été établies.

3.7 Données du Groupe Chimie forensique de la Société suisse de médecine légale: teneurs en principe actif du cannabis, de la cocaïne et de l'héroïne

Le groupe Chimie forensique de la Société suisse de médecine légale publie à intervalles réguliers²⁴ une évaluation descriptive des résultats d'analyse des échantillons d'héroïne, de cocaïne et de produits cannabiniques parvenus dans ses laboratoires. Ces échantillons sont constitués de substances placées sous contrôle administratif. Conséquemment, les données obtenues voient leur pertinence soumise aux mêmes restrictions relatives à leur sélection aléatoire et à leur représentativité que les autres données policières (cf. supra).

²⁴ Semestriellement pour les produits cannabiniques, annuellement pour la cocaïne et l'héroïne

Dès 2000 pour l'héroïne et la cocaïne et dès 2004 pour les produits cannabiniques, ces données sont disponibles sur le site Web du groupe²⁵. Les données publiées renseignent sur le nombre d'échantillons reçus, sur la distribution statistique de la teneur en principe actif des échantillons, tant globalement que par catégorie de poids²⁶, sur l'évolution de cette teneur en principe actif au fil du temps et sur les différences des teneurs mesurées entre les différents laboratoires.

Comme dans les données publiées dans la Statistique policière de la criminalité, les données du groupe Chimie forensique se basent sur une sélection non-aléatoire et ne peuvent de ce fait pas être considérées comme représentatives de la «vraie» distribution statistique des teneurs en principe actif des drogues présentes sur les différents marchés. Ce en particulier parce que l'on doit envisager la possibilité de différences drastiques, concernant lesdites teneurs en principe actif, entre marchés publics et non-publics ou semi-publics. Ces différences n'apparaissent pas de manière représentative dans la statistique en cas de sélection non-aléatoire, resp. ne peuvent être interprétées comme représentatives en l'absence d'informations sur la population concernée²⁷. On retrouve donc là les mêmes effets dus à la sélection et les mêmes problèmes d'interprétation que dans la Statistique policière de la criminalité.

Cela étant, les données du Groupe Chimie forensique peuvent pour le moins fournir des indications sur la manière dont les marchés de la drogue se modifient au fil du temps. On peut supposer que la sélection intervient largement de manière aléatoire à l'intérieur des segments des marchés illégaux liés aux diverses catégories de poids, de sorte que des modifications à long terme des teneurs en principe actif peuvent à tout le moins indiquer des changements dans les segments correspondants du marché. De plus, les différences de teneurs en principe actif entre les diverses catégories de poids renseignent sur les différences existant entre marché de gros et de détail des drogues. De même peut-on déduire, à partir des variations des résultats obtenus par les divers laboratoires, des différences régionales en matière de marchés des drogues. On ne dispose par contre d'aucune donnée forensique publique sur les produits de synthèses, également prisées du milieu nocturne.

3.8 Données du Centre suisse d'information toxicologique: intoxications

Les données du Centre suisse d'information toxicologique ne sont pas accessibles au public. Un certain nombre de données relatives à la consommation de stimulants ont néanmoins été publiées dans un article de la revue *Swiss Medical Weekly*²⁸ et discutées par leurs auteurs. Quant aux données de l'Institut suisse de toxicologie, il s'agit avant tout de données provenant des déclarations d'intoxication.

Les déclarations d'intoxication exploitées concernaient exclusivement celles liées à des stimulants et celles comportant, en plus de la déclaration proprement dite d'intoxication, des données cliniques complémentaires. Cela permet de tirer des conclusions non seulement sur le nombre de déclarations par année, mais aussi sur les personnes qui en consomment, sur les modes de consommation et les problèmes médicaux liés à cette consommation. Etant donné qu'étaient aussi enregistrés, en plus de données médicales sur les personnes concernées, des détails démographiques ainsi que le jour de la semaine et l'heure de la déclaration, cette étude permet de confirmer les hypothèses relatives aux

²⁵ <http://www.sgrm.ch/fr/chemie/fachgruppe-forensische-chemie.html>

²⁶ Les échantillons de cocaïne et d'héroïne sont répartis dans les catégories suivantes de poids, calculées selon la taille des diverses confiscations: <1g, 1-10g, 10-100g, 100-1000g, > 1000g.

²⁷ Concernant la problématique de la représentativité de données sur les marchés des drogues obtenues par des procédures de sélection non-aléatoire, voir aussi: Committee on Data and Research for Policy on Illegal Drugs (2000). Informing America's Policy on Illegal Drugs: What We Don't Know Keeps Hurting Us. National Research Council: 105-111.

²⁸ Bruggisser, Marcel; Ceschi, Alessandro; Bodmer, Michael; Wilks, Martin F; Kupferschmidt, Hugo und Liechti, Matthias E. (2010). Retrospective Analysis of Stimulant Abuse Cases Reported to the Swiss Toxicological Information Centre during 1997-2009. *Swiss Medical Weekly*: 140:w13115.

consommateurs et consommatrices ainsi qu'à leur comportement en matière de consommation, hypothèses établies à partir d'autres données ou que l'expérience pratique laissait supposer. A noter enfin que les résultats de cette étude sont publics.

Les auteurs de l'étude font toutefois mention d'une série de réserves à propos de leurs données. C'est ainsi que les déclarations d'intoxication sont soumises à des biais de sélection qui rendent difficile l'interprétation desdites données dans un contexte plus large. Etant donné cependant que l'on peut supposer que le comportement de déclaration des médecins au Centre suisse d'information toxicologique n'a pas fondamentalement changé durant la période soumise à investigation, ces données semblent pour le moins fournir des informations importantes et interprétables longitudinalement²⁹.

²⁹ Les auteurs font aussi état à ce propos d'une limitation: on ne peut par exemple pas déterminer, sur la base de ces données, si l'augmentation observée des déclarations d'intoxications au méthylphénidate doit être mise sur le compte d'une augmentation effective de leur prévalence ou d'une sensibilisation accrue des médecins à la question de l'abus de méthylphénidate.

4. Rapport sur les délits sexuels associés à des drogues, Peter Menzi (Infodrog), Alexander Bücheli (Streetwork Zurich), Melanie Wollschläger (ValueQuest, Wädenswil)

4.1 Situation de départ

Le thème «gouttes KO» et les délits sexuels associés à des drogues ont abondamment préoccupé les spécialistes, les politiques et surtout les médias durant ces dernières années. Etant donné qu'en Suisse les données disponibles sur les délits sexuels associés à des drogues sont toujours aussi pauvres qu'auparavant, il est difficile de se prononcer sur l'importance de cette thématique dans notre pays. C'est la raison pour laquelle Infodrog a été mandatée par l'Office fédéral de la santé publique, début 2012, afin d'élaborer un plan de mesures «Délits sexuels associés à des drogues». C'est dans le cadre de ce mandat qu'un inventaire du matériel et des concepts déjà existants a été fait. De plus, un groupe de travail composé d'expert-e-s a été constitué et une enquête électronique a été menée auprès d'autres personnes. Le rapport suivant présentera les principaux résultats obtenus et esquissera sur cette base les premières mesures possibles.

4.2 Délits sexuels associés à des drogues

La notion «délits sexuels associés à des drogues» a été définie dans le cadre de l'enquête de la manière suivante: «les délits sexuels associés à des drogues sont des rapports sexuels ou des pratiques qu'une personne a avec ou a fait subir à une autre personne sous l'influence de substances psychoactives, sans le consentement de celle-ci ou de celles-ci.»

4.3 Procédure

Après avoir procédé à un inventaire de la littérature scientifique, des données existantes en Suisse, du matériel d'information et des procédures standardisées concernant les délits sexuels associés à des drogues, un groupe de travail composé d'expert-e-s s'est penché sur cette thématique en Suisse alémanique, en été 2012. En avril 2013, d'autres expert-e-es ont mené une enquête semi-quantitative, par voie électronique, en s'appuyant sur les résultats qualitatifs obtenus par le groupe de travail évoqué plus haut. Les deux enquêtes ont été complétées avec des discussions au sein des réseaux d'expert-e-s Groupe Nightlife et Nightlife Round Table Zurich. L'enquête électronique constitue la base de ce rapport, les résultats seront complétés par les réflexions du groupe de travail. Elles seront présentées sous une forme généralisée et anonyme; les catégories de questions détaillées, les résultats de l'enquête électronique et le procès-verbal du groupe de travail peuvent être consultés auprès des auteurs.

4.4 Limites

Le choix des professionnel-le-s interrogé-e-s dans l'enquête électronique et celui des interlocuteurs au sein des groupes de travail ainsi que le petit échantillon ne permettent pas de se prononcer en particulier. Les résultats semi-quantitatifs et qualitatifs donnent toutefois un aperçu des questions sur le thème «délits sexuels associés à des drogues» et servent de base de décision pour des mesures nécessaires. En outre, ils fournissent des informations plus détaillées aux spécialistes qui sont confronté-e-s dans l'exercice de leur activité à cette thématique.

4.5 Questions

Les questions portaient sur le nombre de cas, la consommation de substances et les délits sexuels associés à des drogues, la description des victimes, la prise de contact avec les victimes, les procédures institutionnelles standardisées qui existent dans les services spécialisés ainsi que les

besoins. Les expert-e-s ont pu, tant dans le cadre du groupe de travail que dans celui de l'enquête électronique, aborder leurs thèmes ou poser des questions.

4.5.1 Description de l'échantillon pour les enquêtes

Une palette d'expert-e-s la plus large possible a été intégrée dans l'échantillon lors du choix des personnes pour l'enquête électronique et du groupe de travail composé d'expert-e-s. Ces spécialistes ont été confronté-e-s dans le cadre de leur activité directement ou indirectement à la thématique des délits sexuels associés à des drogues. Ont participé à ces enquêtes les institutions du domaine de la santé (hôpitaux, services de santé publique, services sanitaires privés), du conseil (la Main tendue, les centres de consultation LAVI régionaux), de la prévention/de la réduction des risques (offres Nightlife, services de prévention pour les addictions), de la médecine légale (Institut universitaire de médecine légale, Centre suisse d'information toxicologique), et de la sécurité (Club Security, Police). L'enquête a été menée uniquement en Suisse alémanique pour des raisons liées au budget et aux connaissances linguistiques de la direction des études.

7 personnes ont participé au groupe de travail dirigé par le groupe d'expert-e-s Safer Nightlife Suisse. 32 institutions ont été contactées dans le cadre de l'enquête en ligne. 14 expert-e-s ont rempli entièrement le questionnaire, 20 partiellement et 12 ne se sont pas senti-e-s concerné-e-s par le thème ou n'ont pas répondu aux invitations envoyées par courriel. L'échantillon de base de l'enquête électronique comprend ainsi 20 personnes qui représentent chacune une institution.

4.6 Résultats de l'enquête

En plus des résultats de l'enquête électronique, les principales réflexions du groupe de travail sont présentées entre guillemets, pour chaque domaine.

4.6.1 Nombre de contacts

Concernant le nombre de contacts avec les victimes de délits sexuels associés à des drogues en 2012, les institutions interrogées ont indiqué le nombre de cas suivants:

Tableau 1: Nombre de contacts avec les victimes en 2012

Nombre de contacts	Proportion en %
1 à 5 personnes	40%
6 à 10 personnes	7%
11 à 20 personnes	27%
21 à 30 personnes	13%
Je n'ai eu aucun contact avec des victimes de délits sexuels associés à des drogues en 2012	13%

Groupe de travail:

- Centre de consultation LAVI: «Nous estimons que chez nous, nous suivons environ 20 cas par année.»

4.6.2 Description des victimes/des cas suspectés

En ce qui concerne les victimes avec lesquelles les institutions interrogées ont été en contact en 2012, il s'agit surtout de femmes, dans un rapport de 5 (20 F) pour 1 (4 H).

Groupe de travail:

- Conseil dans le domaine HSH: «Il existe aussi des victimes masculines de délits sexuels associés à des drogues, nous avons 3-5 cas par an.»
- Centre suisse d'information toxicologique: «Le rapport homme-femme est de 2 pour 1.»

Les victimes sont âgées majoritairement de 18 à 25 ans. Le tableau ci-dessous présente la répartition suivante:

Tableau 2: Répartition des victimes selon l'âge

Âge	Homme	Femme	Total	Total en %
Jusqu'à 16 ans	0	3	3	13%
16 à 18 ans	0	3	3	13%
18 à 25 ans	3	8	11	46%
25 à 30 ans	1	6	7	29%
31 ans et plus	0	0	0	0%
Total	4	20	24	

Groupe de travail:

- Centre de consultation LAVI: «Il s'agit surtout de femmes âgées d'une trentaine année, mais aussi de jeunes femmes âgées de 20 ans.»

4.6.3 Dans quel contexte/milieu les agressions ont-elles eu lieu?

En ce qui concerne l'environnement dans lequel les agressions se sont produites (plusieurs réponses étaient possibles), le milieu festif nocturne (84%) a été la réponse la plus citée, suivi du cadre privé (53%). Les festivals (31%) ou l'espace public (23%) jouent un rôle supplémentaire.

Groupe de travail:

- Conseil dans le domaine *HSH*: «La sexualité de groupe («partouze» ou autre) forme une zone grise. La consommation est plus importante dans cet environnement et nous ignorons ce qui s'y passe vraiment.»
- Prévention dans le domaine *Nightlife*: «Les incidents se produisent dans l'environnement privé/semi-privé, le nombre de cas y est encore plus élevé et il est difficile d'y accéder.»

4.6.4 Comment les institutions interrogées entrent-elles en contact avec les victimes?

La majorité des institutions interrogées entrent directement en contact avec les victimes (19 réponses) soit par leur activité sur place ou suite à un appel téléphonique de la victime. Les contacts pris sur place concernent des offres dans le milieu festif. Il s'agit surtout, autant dans les hôpitaux que dans les centres de consultation LAVI, de personnes envoyées par d'autres institutions, comme par exemple la police, les services de conseil, les médecins de famille etc. (15 réponses). Les personnes interrogées (plusieurs réponses possibles) citent majoritairement le contact direct par téléphone (47% des réponses données), suivi du contact indirect par le biais des proches (40%), des hôpitaux/les urgences (33%) et les contacts directs sur place (33%).

Groupe de travail:

- Centre de consultation: «Ce sont les autres centres de consultation LAVI ou principalement la police qui nous envoient les victimes ou bien celles-ci s'annoncent chez nous après une suspension de la procédure. La police, les médecins de famille ou les hôpitaux s'occupent de d'orienter les victimes.»
- Service de consultation par téléphone: «Nous recevons souvent des appels de parents inquiets.»

4.6.5 Evolution du nombre de victimes

La majorité des professionnel-le-s interrogé-e-s considère l'évolution du nombre de victimes comme étant stable (25% des personnes interrogées) ou en légère progression (25% des personnes interrogées). 10% jugent que la situation est en forte progression. 5% estiment qu'elle est plutôt en recul et 35% n'ont pas pu donner d'estimation. Les institutions, excepté l'une d'entre elles, qui ont évalué le nombre de cas comme étant plutôt/en forte progression, ont indiqué que pour elles, il n'est

pas évident d'estimer si cette progression est réellement en corrélation avec un nombre plus élevé d'agressions ou si la population réagit de manière plus sensible à cette thématique. Aucune des institutions interrogées n'a indiqué avoir enregistré les délits sexuels associés à des drogues sous forme de statistiques.

Groupe de travail:

- Les urgences: «Le nombre des victimes a diminué.»
- Service de prévention Nightlife: «Baisse des demandes en raison du surdosage des substances dans le milieu festif.»
- Centre suisse d'information toxicologique: «Diminution de 2008 à 2011; actuellement, il y a de nouveau plus de demandes concernant les gouttes KO.»

4.6.6 Quelles substances sont suspectées d'avoir favorisé les agressions?

Le tableau ci-après montre les substances que les personnes interrogées ont citées en lien avec les délits sexuels:

Tableau 3: Quelles substances soupçonne-t-on d'avoir conduit à des délits sexuels? (plusieurs réponses possibles)

Substance	en %
GHB/GBL/1-4-butandiol (appelé «gouttes KO»)	71%
Alcool	71%
Produits dérivés du cannabis (herbe/marihuana, haschich)	12%
sédatifs (Valium, Rohypnol, Demesta, Seresta etc.)	18%
Cocaïne	18%
Kétamine	0%
Amphétamines (Speed)	12%
Ecstasy (MDMA)	12%
Méthamphétamines (pilules thaïes, crystal, meth)	12%
Héroïne (opiacés)	0%
D'autres substances	6%
Substance(s) inconnue(s)	0%

Si on évalue les substances suspectées en fonction de la fréquence réelle de leur utilisation, il est évident que l'alcool est la drogue festive numéro un; c'est la substance la plus utilisée lors des délits sexuels associés à des drogues; 56% des personnes interrogées ont indiqué que l'alcool est pratiquement toujours en cause. Les autres substances sont le GHB/GBL (11%), la cocaïne (11%), les produits dérivés du cannabis (11%) et la méthamphétamine (11%).

Tableau 4: Question complémentaire: évaluation des substances pour savoir lesquelles ont conduit aux délits sexuels associés à des drogues:

Substances	Très fréquemment	Fréquemment	De temps en temps	Rarement	Très rarement
GHB/GBL/1-4-Butandiol («gouttes KO»)	11%	13%	42%	67%	33%
Alcool	56%	38%	17%	0%	33%
Produits dérivés du cannabis (herbe/marihuana, haschich)	11%	13%	0%	0%	0%
Sédatifs (Valium etc.)	0%	0%	8%	33%	33%
Cocaïne	11%	13%	0%	0%	0%
Kétamine	0%	0%	0%	0%	0%
Amphétamines (Speed)	0%	13%	8%	0%	0%
Ecstasy (MDMA)	0%	13%	8%	0%	0%
Méthamphétamines (pilules thaïes, crystal, meth)	11%	0%	8%	0%	0%
Héroïne (opiacés)	0%	0%	0%	0%	0%
Autres substances	0%	0%	8%	0%	0%
Substance(s) inconnue(s)	0%	0%	0%	0%	0%

La polyconsommation joue un rôle plus important que la consommation de substances de manière individuelle. 50% des personnes interrogées ont indiqué que cette forme de consommation est fréquemment à l'origine de délits sexuels associés à des drogues, et pour 25% d'entre elles, elle peut même être qualifiée comme étant la cause la plus fréquente. A la question «quels sont les mélanges les plus fréquents?»: les mélanges les plus cités sont l'alcool et le cannabis ainsi que l'alcool et le GHB/GBL. Lors de l'évaluation pour savoir quelle substance était en jeu, 71% des professionnel-le-s interrogé-e-s se sont appuyé-e-s sur les déclarations de la personne concernée et 12% sur les rapports sur les substances chimiques et toxicologiques (analyses de confirmation de la substance), 17% se sont référés aux suppositions de la conseillère ou du conseiller.

Groupe de travail:

- Centre de consultation LAVI: «L'alcool est la substance la plus importante, il n'est souvent pas évident de savoir si le GHB était en jeu.»
- Centre suisse d'information toxicologique: «Le problème se situe encore au niveau de l'analyse: si l'analyse n'est pas effectuée très rapidement, il devient difficile de détecter la présence de ces substances. En analysant le cheveu, on peut prouver la présence de ces substances à long terme. Mais cela coûte très cher et une telle analyse n'est effectuée que lors de cas suspects et de dénonciation.»

4.6.7 Mode d'administration de la substance?

A la question de savoir si les substances ont été chaque fois administrées/prises intentionnellement ou sous la contrainte/involontairement, la réponse la plus fréquente qui ressort est une forme mixte (53%). Dans 20% des cas, les substances ont été prises intentionnellement et dans 7% des cas, elles ont été administrées involontairement. 20% des personnes interrogées n'ont pas pu répondre à cette question.

Tableau 5: Manière d'administrer les substances

	Administration	Prise volontaire	Les deux	Autre	Ne sait pas
Prise	7%	20%	53%	0%	20%

Groupe de travail:

- Consultation ambulatoire: «Les cas d'abus sexuels que nous voyons dans notre cabinet se sont tous produits dans des situations d'ivresse et en revanche jamais par l'administration involontaire de substances psychoactives.»
- Conseil dans le domaine *HSH*: «Le GHB a été pris volontairement, sous l'influence de la substance, il s'est produit certaines choses auxquelles la personne ne consentait cependant pas.»

4.6.8 Gestion des victimes de délits sexuels associés à des drogues

Concernant la prise en charge des victimes de délits sexuels, 4 institutions (20% des personnes interrogées) se réfèrent à des processus bien définis, 2 indiquent que ces processus sont documentés à l'interne. 5 des institutions interrogées (25%) ont précisé que les manières de procéder à l'interne ont fait leur preuve.

Exemple de démarche éprouvée (centre de consultation LAVI):

1. examen médical et gynécologique, Centre suisse d'information toxicologique (relevés), Institut universitaire de médecine légale Hôpital de l'île, Berne;
2. conseils en matière de dénonciation, conseil sur le plan social et clarification concernant le soutien financier auprès des centres de consultation pour les victimes;
3. au besoin, conseil juridique supplémentaire chez un avocat/une avocate;
4. dépôt d'une plainte, si la personne concernée le souhaite.

Groupe de travail:

- Centre de consultation LAVI: «Un déroulement de prise en charge bien défini n'est pas nécessaire, car les conseils donnés à la victime doivent toujours être adaptés à la situation individuelle. Les standards pourraient plutôt gêner le déroulement de la prise en charge de la victime.»
- Hôpital: «Les mesures qui existent sont suffisantes et les processus à suivre lors d'un viol ou d'un cas suspect ont fait leur preuve.»

4.6.9 Gestion des cas suspects

Plus l'offre est bas seuil, plus l'institution est confrontée avec des cas suspects, qui s'avèrent finalement être infondés.

Tableau 6: Cas suspects confirmés

Confirmation de cas suspects	en %
0	15%
10%	8%
30%	8%
50%	8%
80%	8%
90%	8%
100% des cas	8%
Ne sait pas/aucune indication	23%
Nous avons exclusivement à faire avec les victimes	15%

Groupe de travail:

- Service de prévention Nightlife: «Dans notre cabinet, nous rencontrons constamment le phénomène suivant: les consommateurs/-trices de gouttes KO inventent des histoires pour ne pas assumer leur propre consommation et s'en servent comme prétexte pour justifier une consommation excessive.»

4.7 Recommandations

4.7.1 Victimes

Toutes les personnes interrogées soulignent que bien des progrès ont été accomplis durant ces dernières années, par exemple avec la sensibilisation de la population par des campagnes de communication. Il faut agir avant tout au niveau de la sensibilisation des jeunes. En outre, la mise en place d'une plateforme nationale a été évoquée.

Groupe de travail:

- Centre de consultation LAVI: «Des processus standardisés devraient exister en ce qui concerne les premiers soins dispensés aux victimes dans un hôpital. Ce n'est pas qu'au médecin compétent de décider quelles mesures supplémentaires doivent être introduites.»
- Service de prévention Nightlife: «Comme il y existe toujours des doutes concernant la détectabilité du GHB/GBL, il serait souhaitable d'avoir un feuillet présentant les possibilités d'analyse.»

4.7.2 Prévention

Le milieu festif a été mentionné plusieurs fois comme domaine important de la prévention. Puis, il nous a été recommandé d'aborder ce thème dans les écoles. Il serait également souhaitable pour la prévention que le public soit plus informé, par exemple sur le nombre réel de cas. Les personnes interrogées ont identifié un autre besoin, soit la détection et l'intervention précoces et la mise à jour du matériel d'information existant. De même, en cas de consommation volontaire de substances et en cas de délits sexuels qui s'y rattachent, les victimes doivent être sensibilisées sur le dépôt d'une plainte. Le rapport entre une quantité d'alcool élevée, une consommation de drogue involontaire et des rapports sexuels ou pratiques non désirés doit davantage être thématiqué au sein de la prévention.

Groupe de travail:

- Centre suisse d'information toxicologique: «Dans le domaine de la prévention, l'accent devrait plus être mis sur le facteur temps. Les victimes devraient être encouragées, si possible à agir tout de suite, afin d'augmenter les chances de la confirmation de l'analyse. Nous avons de bons résultats lorsque nous communiquons les faits.»
- Service de sécurité: «Il devrait y avoir plus de prévention par le biais des flyers ou de messages diffusés sur les écrans des clubs.»
- Service de prévention Nightlife: «Laisser de côté le matériel d'information sur les substances spécifiques et privilégier l'information sur le comportement. Selon la devise: comment est-ce que je devrais me comporter de sorte que le risque d'être victime d'un viol n'augmente pas inutilement. S'agissant de cette thématique, les messages de prévention devraient être formulés clairement, simplement et de manière pragmatique.»
- Service de prévention Nightlife: «Les stratégies de la gestion du risque pourraient également avoir un effet en ce qui concerne ce thème.»
- Conseil dans le domaine HSH: «Il faut utiliser les nouveaux médias.»

4.7.3 Institutions

Le souhait a été formulé que le personnel des clubs et de sécurité soit mieux formé en matière de drogue. De plus, il faudrait que les professionnels aient des formations axées sur les délits sexuels associés à des drogues. Des lignes directrices sur le plan national et une collecte de données sur le nombre de victimes seraient utiles aux institutions interrogées. Un autre souhait est également la mise en place d'informations spécialisées concernant ce thème. De surcroît, ce thème devrait figurer

à l'ordre du jour lors des séances internes et tous les cas devraient être documentés au sein de l'institution.

Groupe de travail:

- Service de consultation par téléphone: «Il aurait été très utile pour nos conseillers/-ères que nous ayons à disposition des documents qui présenteraient un déroulement possible concernant une telle situation. Le mieux serait qu'il contienne également les adresses de contact des différentes régions de Suisse.»

4.7.4 Collaboration institutionnelle

La collaboration entre les institutions est considérée comme étant importante et très prometteuse. Sont également considérés comme étant utiles les thèmes suivants: l'échange de savoir-faire, les procédures standardisées, les documents de formation, les conseils pratiques et les informations sur le nombre de cas ainsi que les nouvelles substances et formes de consommation. Le souhait d'une meilleure collaboration entre les services sanitaires, les clubs et les services de sécurité a été formulé autant dans le sondage en ligne que dans le cadre du groupe de travail.

Groupe de travail:

- Centre de consultation LAVI: «Nous avons en partie à faire avec des victimes qui sont renvoyées d'une institution à une autre. Avec une meilleure collaboration entre les institutions, nous pourrions éviter ces va-et-vient.»

4.7.5 Autres thèmes

Les thèmes suivants ont également été traités: qui sont les auteur-e-s? Quant à l'agression, s'agit-il d'une action intentionnelle ou d'une action induite par la drogue? Les auteur-e-s sont-ils/elles sous l'influence de la drogue et si oui, de quelle substances s'agit-il? Une prévention des auteurs aurait-elle été possible? En fait, La thématique devrait être élargie aux rapports sexuels associés à des drogues. Pour des raisons de protection des données, les services qui traitent les victimes ultérieurement (services sanitaires, les hôpitaux, centres de consultations LAVI) ne donnent pas de feedback. Pourtant, ils seraient en partie utiles, dans la mesure où ils pourraient contribuer à ce que les institutions améliorent leurs interventions sur le plan qualitatif.

Groupe de travail:

- Service de prévention Nightlife: «Concernant les campagnes de communication auprès du public et le traitement des demandes de la presse, il serait aisé de disposer en Suisse de données. Un rapport facultatif sur les cas pourrait éventuellement s'avérer utile.»
- Service de prévention Nightlife: «La plupart du temps, nous avons à faire à une consommation volontaire de GBH/GBL.»
- Centre suisse d'information toxicologique: «Nous voyons la nécessité de réduire le mythe autour du GHB/GLB.»

5. Chiffres clés des institutions Nightlife en Suisse

Guido de Angeli (danno.ch), Alexander Bücheli (Streetwork Zurich), Hannes Hergarten (Contact Netz Berne)

Dans le cadre du *Reporting* sur le réseau Safer Nightlife Suisse, on recensa pour la première fois les chiffres clés des offres intervenant directement dans la vie nocturne ou axées sur le groupe cible des participant-e-s à des soirées. 18 offres de toute la Suisse communiquèrent leurs chiffres clés. Ne furent pas prises en compte les offres présentes uniquement de manière sporadique dans le cadre de certaines actions spécifiques.

Sur ces 18 offres, cinq provenaient de Suisse romande³⁰, trois du Tessin³¹, alors que neuf sont localisées en Suisse allemande³² et que Safer Dance est active dans toute la Suisse³³. Si la moitié de ces projets (9) met principalement l'accent sur le thème alcool, huit appliquent de plus le concept *Be-my-Angel*. Pour ce qui est des responsables institutionnels, il s'agit dans la plupart des cas de fondations et associations privées, seule la Jugendberatung Streetwork (Consultation pour jeunes, N.d.T) étant une offre émanant des pouvoirs publics.

5.1 Chiffres clés 2012

En 2012, ces 18 projets réalisèrent 828 interventions à travers la Suisse, que ce soit dans des clubs (312), des festivals (415) ou dans l'espace public (101). A cette occasion, 11 projets mobilisèrent plus de 200 pairs et bénévoles. Ces 828 interventions donnèrent lieu à 131'625 contacts, dont 6'458 débouchèrent sur des entretiens prolongés (plus de 15 minutes). 1'560 contacts et 684 consultations prolongées eurent en plus lieu dans les différents services de consultation. Au total, 4'172 brochures «Drugs Just Say Know», 59'896 flyers sur les substances et 38'550 tampons auriculaires furent distribués. Les sept sites Web Nightlife furent, en 2012 toujours, visités par 35'1267 adresses IP individuelles, qui aboutirent à 413 consultations par e-mail. Les huit Drug Checking mobiles déployés lors de parties ou de festivals en ville de Zurich et dans le canton de Berne effectuèrent 210 analyses de substances, auxquelles il faut ajouter les 938 substances à analyser remises à Zurich au Centre d'information sur les drogues DIZ. Au total, 1'148 substances furent ainsi analysées en 2012, analyses qui nécessitèrent 506 mises en garde, la plupart pour des tablettes fortement dosées de XTC et de cocaïne allongée avec des médicaments (cf. chapitre 6, Drug Checking). Cette même année 2012, ces 18 projets offrirent 498 formations, la plupart destinées à des écoliers et écolières (240), à des professionnel-le-s (105), à du personnel de sécurité et des clubs (109) et à des pairs (44).

Tableau: Vue d'ensemble des chiffres clés suisses 2012 (18 offres)

Inter-ventions	Contacts	Consulta-tions	Analyses	Mises en garde	Forma-tions	Clics visiteurs individuels sites Web	Consultations par e-mail
828	13 2825	7 142	1 148	506	498	35 1558	413

³⁰ Association REPER Fribourg, Fondation vaudoise contre l'alcoolisme, Vaud Nightlife, Addiction Valais, Nuit Blanche

³¹ Be my angel Ticino, Radix Ticino, danno.ch

³² Stiftung Suchthilfe, St. Gallen, Eve&Rave, Schweiz; Stiftung Contact-Netz; Rave it Safe, Blaues Kreuz Solothurn; Power on und Fachstelle für Suchtprävention; Blaues Kreuz, Kanton Bern; Fachstelle Alkohol am Steuer nie, – be my angel, Stadt Zürich; Jugendberatung Streetwork, Saferparty.ch

³³ Safer Dance Swiss résulte d'une coopération entre Rave it Safe et danno.ch

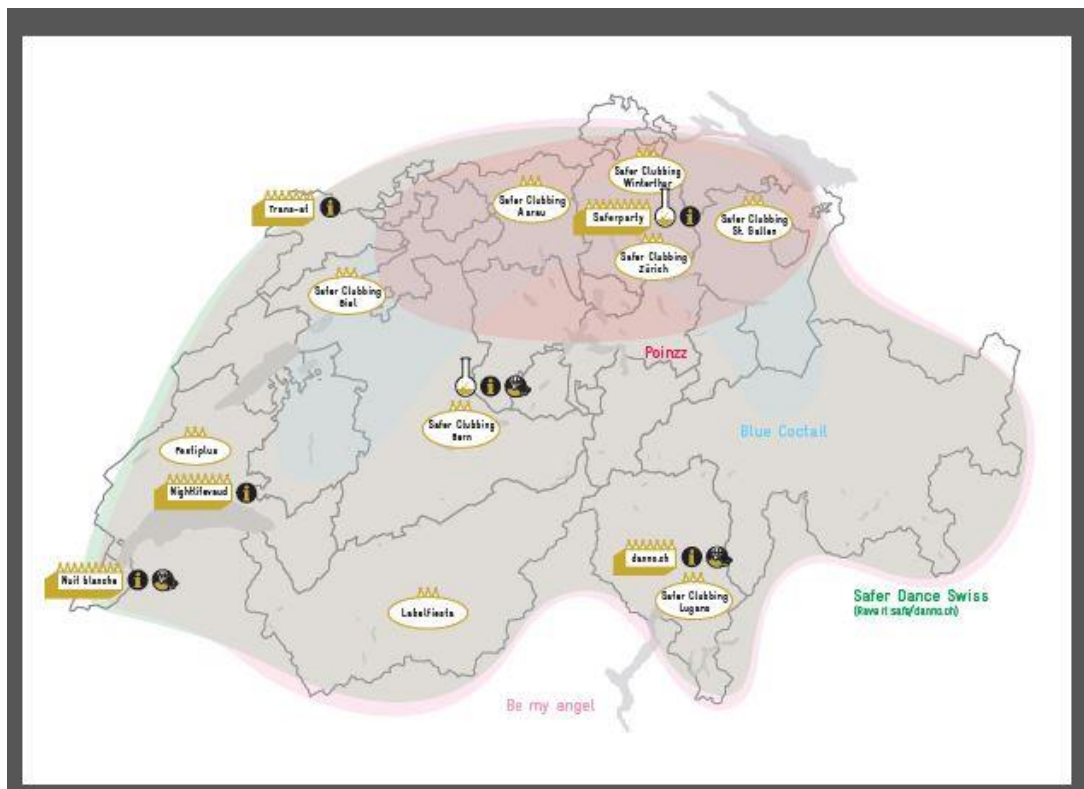
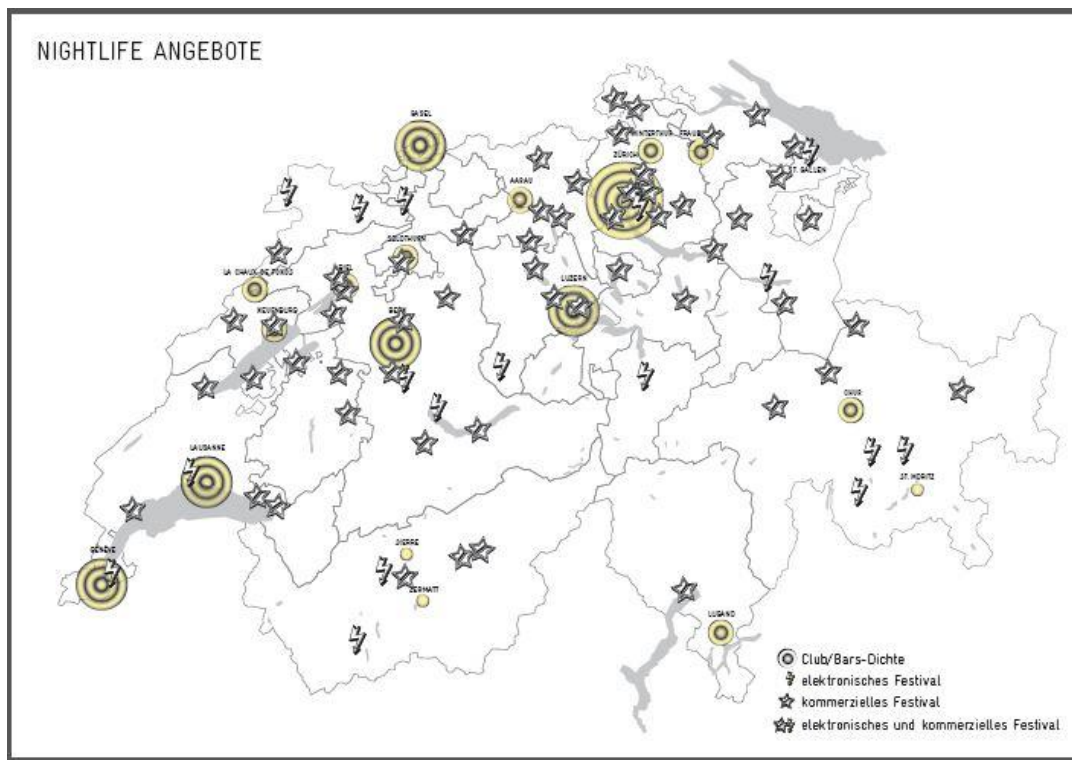
5.2 Interprétation

Il est réjouissant que des institutions soient présentes dans la vie nocturne de toutes les régions de Suisse. Si l'on examine de plus près ces offres, on remarque que la moitié d'entre elles mettent avant tout l'accent sur la consommation d'alcool et la sécurité routière. Il est intéressant de noter que les consultations sur place ou dans les services ad hoc furent majoritairement assurées par des offres (82%) axées sur les substances illégales. Il en va de même pour ce qui est de l'utilisation des principaux sites web consacrés au milieu festif nocturne et des consultations par e-mail qui en résultent. La majorité des contacts (90%) et des formations (65%) échoit à des offres spécifiques à l'alcool. Globalement, on peut donc parler d'une très bonne couverture nationale, en particulier concernant la sécurité routière. La couverture dans le domaine des substances illégales est, elle, moins bonne, notamment concernant le Drug Checking avec consultation, qui se limite à la ville de Zurich et au canton de Berne.

5.3 Formation Safer Nightlife Suisse

Comme le *Reporting 2012* le montre, il existe un fort besoin de formations consacrées aux principaux thèmes liés à la vie nocturne. C'est pourquoi Safer Nightlife Suisse a entrepris en 2012 de mettre sur pied, dans le cadre du projet F+F, en collaboration avec le Groupe de travail et la Plateforme Nightlife, une offre nationale de formations prévoyant chaque fois des métamodules consacrés aux thèmes *Consommation de substances* et *Consultation dans le milieu festif nocturne*, modules auxquels collaborent des professionnel-le-s de langues allemande et française. En 2013, ces deux modules seront pour la première fois proposés aux professionnel-le-s, bénévoles et pairs du domaine Nightlife. Cette offre de formation se veut complémentaire aux formations existantes et a pour but d'une part d'offrir des formations dans des régions ne bénéficiant jusqu'ici pas d'une telle offre et, d'autre part, de soutenir les formations existantes grâce à un vaste savoir-faire. Le but de cette offre étant non seulement d'étendre plus largement ces formations au plan national mais aussi d'harmoniser le niveau de leur contenu.

5.4. Offres Nightlife en Suisse¹



¹ Libellés des cartes uniquement en allemand (N.d.T)

6. Drug Checking, Alexander Bücheli (Streetwork Zurich)

Par Drug Checking on entend l'analyse chimique de substances psychoactives achetées au marché noir ou sur le marché gris. En Suisse, la Jugendberatung Streetwork de la Ville de Zurich et *Rave it Safe* de la fondation Réseau Contact de Berne offrent des structures mobiles d'analyse de substances dans les clubs et lors de manifestations diverses. En ville de Zurich, les substances peuvent de plus être déposées pour analyse chaque mardi au Centre d'information sur les drogues DIZ. Toutes ces offres ont en commun d'associer à l'analyse de substance une consultation, laquelle s'accompagne d'un questionnaire anonyme. Les résultats issus du dépouillement de ces questionnaires peuvent être consultés dans le chapitre 8 du présent rapport.

Au total 1'148 échantillons furent analysés en 2012, analyses qui nécessitèrent 506 mises en garde. A noter que 94% de ces analyses (1'088 échantillons) échurent aux offres de Drug Checking de la Jugendberatung Streetwork.

Analyses de substances 2012, selon l'offre

	Cocaïne	Speed	MDMA	NSP	LSD	Héroïne	2C-B	Kétam.	Méth.	Autres
DIZ	42%	21%	20%	2%	2%	2%	1%	0.5%	1.0%	8.5%
Mobile	14%	22%	56%	1%	2%	1%	1%	2%	0.5%	1.5%
Total	18%	21.5%	38%	1.5%	2%	1.5%	1%	1.3%	0.8%	5%

Les différences les plus importantes constatées entre Drug Checking mobiles et fixes ont trait à la cocaïne, au MDMA (comprimés et poudre XTC) et à d'autres substances. Les produits le plus souvent déposés à des fins d'analyse furent clairement les MDMA dans les Drug Checking mobiles, alors que la cocaïne prédominait au Centre d'information sur les drogues DIZ. Le DIZ étant souvent aussi utilisé par des proches ayant découvert des substances, le pourcentage de «substances déclarées» est un peu plus élevé sur le terrain que dans les soirées.

6.1 Mises en garde relatives à la cocaïne, au MDMA et aux amphétamines

En 2012, 44% des substances testées entraînèrent 506 mises en garde. La plupart d'entre elles concernait des échantillons de cocaïne, qui contenaient en moyenne 59.6% de cocaïne (2011: 43%), le taux le plus faible de cocaïne étant de 2,6%, le plus élevé 98.8%. Près de 90% de ces échantillons contenaient au moins un produit psychoactif de coupe, soit pour 71.7% d'entre eux du lévamisole, pour 31.1% de la phénacétine et pour 24.9% un anesthésique local (p.ex. lidocaïne, procaïne, etc.). Le lévamisole, un antiparasitaire, provoque, en cas de consommation régulière et/ou à dose élevée, un affaiblissement du système immunitaire (immunodépression). Les personnes qui en consomment tombent donc rapidement malades et peuvent être sujettes, dans des situations extrêmes, à des nécroses cutanées. La phénacétine, un antalgique présent par le passé dans le Saridon[®], fut retirée de la circulation du fait de son potentiel néphrotoxique (néphropathie analgésique). Le potentiel néphrotoxique des échantillons de cocaïne coupés avec de la phénacétine augmente avec la quantité consommée, la régularité de la consommation et une éventuelle consommation mixte. Les anesthésiques locaux sont problématiques lorsque la cocaïne est injectée car il existe alors un risque de paralysie respiratoire.

Les échantillons d'amphétamines analysés en 2012 contenaient en moyenne 26.6% d'amphétamine et près de 54% de caféine, le taux le plus faible d'amphétamine étant de 0.4%, le plus élevé de 94.0%. 16.6% de ces échantillons contenaient, en plus de la caféine, une autre substance psychoactive – en nette augmentation par rapport à l'année précédente (2011: 6.5%). Dans 8% des cas, cette substance était de la 4-méthylamphétamine, une nouvelle substance psychoactive (NSP). Comme autres produits psychoactifs de coupe, on trouvait de la méthamphétamine (4.2%) et même

de la DPIA (bis-amphétamine). On trouva aussi çà et là d'autres NSP telles que la fléphédrone, la méthylone, la 4-méthyléthylcathinone (4-MEC) et la p-fluoroamphétamine.

En 2012 toujours, les tablettes d'ecstasy contenaient en moyenne quelque 110 mg de MDMA. Des mises en garde furent être prononcées pour environ la moitié (48.8%) de toutes les pilules testées, du fait de la présence d'autres produits psychoactifs de coupe (21.5%) ou d'une dose élevée de MDMA (plus de 120 mg: 27.3%). Les tablettes d'ecstasy contenaient entre 30.215 mg et 220.6 mg de MDMA. Çà et là, on trouva même dans des tablettes XTC des stimulants (méthamphétamine: 1.7%, amphétamine: 1.7%) et des nouvelles substances psychoactives (méthylone: 2.5%, mCPP: 1.7%). Enfin, 9.1% des tablettes XTC analysées contenaient de la caféine et 1.7% l'hallucinogène 2C-B.

6.2 NSP

La proportion de nouvelles substances psychoactives déposées à des fins d'analyse oscillait entre 1.5% (Drug checking mobile) et 2% (Drug Checking fixe). Furent remises à ce titre des stimulants (méthylone, MDAI, MDA, MDMAI, MDPV), des hallucinogènes (2C-C, 2C-D), ainsi que du dichloropane, un stimulant ayant des effets similaires à la cocaïne. Les analyses montrèrent que lors d'achats sur internet aussi, il n'y avait aucune garantie que l'ingrédient déclaré soit effectivement présent dans la substance acquise. Un échantillon déclaré comme étant de la MDAI contenait en fait de la méthiopropamine, de la caféine, de la lidocaïne et de la MDPV. Il apparaît là aussi qu'en plus des risques spécifiques à la substance concernée (NSP = effets, effets secondaires et conséquences à long terme inconnus), le fait que les ingrédients contenus ne soient partiellement pas ceux annoncés représente un énorme risque et rend donc une analyse des plus indiquée.

6.3 Evaluation des risques

De manière générale, on constate qu'aujourd'hui, à côté des produits psychoactifs de coupe inattendus mentionnés, le risque le plus important provient des dosages très variables des substances consommées. Tant en ce qui concerne la cocaïne et les amphétamines que la MDMA, les personnes qui en consomment doivent s'attendre à des substances au dosage anormalement élevé. En résulte dès lors actuellement le danger – en l'absence de Drug Checking ou de mesures générales de Safer Use – de surdoser involontairement la substance.

7. Safer Clubbing Suisse, Alexander Bücheli, René Akeret (saferclubbing.ch)

«Nightlife» était une thématique souvent présente dans les médias en 2012, année où l'association Safer Clubbing était aussi considérée par eux comme un interlocuteur compétent et apprécié et où l'on enregistra sensiblement plus de demandes de renseignements.

Fin 2012, on compte des sections locales dans les villes de Berne, St-Gall, Winterthour et Zurich ainsi que dans les cantons d'Aarau et de Lucerne, avec au total plus de 100 clubs affiliés à l'association Safer Clubbing. La collaboration entre culture club, prévention, services de santé et police est des plus positive et il est communément admis que les clubs membres contribuent de manière importante à une vie nocturne attrayante et sûre.

C'est ce que démontre aussi le bon fonctionnement des 10 Tables rondes Nightlife organisées par les sections locales et auxquelles prirent part, en plus des clubs, police, services de santé et autres intervenants (Stakeholder). Du fait d'un développement variable, les formations Safer Clubbing du personnel ne se virent pas accorder dans toutes les sections, en 2012, la priorité élevée dont elles avaient bénéficié les années précédentes. Il n'empêche que 114 collaborateurs et collaboratrices de clubs bénéficièrent cette année-là d'une formation comportant gestion de la consommation d'alcool, premiers secours et réanimation cardiopulmonaire, risques des drogues festives ainsi qu'une introduction aux bases du travail du Safer Clubbing pour le personnel débutant.

A côté des formations du personnel, les négociations avec la SUISA², l'aide à la mise sur pied d'un Centre national de compétences «Safer Nightlife Suisse» ainsi que la création, au plan international, de l'association «Party+»³ furent au centre des activités 2012 de Safer Clubbing. On parvint de plus à renforcer le degré de notoriété et l'image publique de l'association – par exemple par la campagne «Alkohol» à Lucerne (cf. infra) – et à améliorer la reconnaissance dont elle jouit de la part des autorités et autres organismes. L'association prit aussi part à quelques procédures de consultation en tant que représentant du milieu festif nocturne. Elle poursuit et renforça de plus sa collaboration, au sein de la «*Swiss Music Promoters Association*», avec d'autres associations de musique. Safer Clubbing collabore activement avec le Groupe de travail «Nightlife» du *Fachverband Sucht* et est membre du groupe de pilotage de Safer Nightlife Suisse. La mise en réseau de Safer Clubbing avec des «Stakeholder» progressa en 2012 non seulement en Suisse mais également à l'étranger. Preuve en est la présence de Safer Clubbing dans le sous-groupe «Party+» du réseau européen «*Nightlife, Empowerment and Well-being Implementation Project NEWIP*», association nouvelle créée en 2012 à Paris pour garantir à l'avenir aussi la poursuite des préoccupations de ce réseau.

L'intégration, entérinée par son comité, à la Commission des bars et clubs zurichois BCK⁴ constitua une autre étape importante pour l'association Safer Clubbing. Les documents de base y relatifs furent élaborés en commun en 2012 et les pourparlers avec la BCK se déroulèrent à satisfaction et le Papier d'intégration adopté à l'unanimité lors du groupe de travail de la BCK en 2012. Ce fut là aussi ce qui incita les sections de Berne, Winterthour et St-Gall à se consacrer à la création de structures de lobbying analogues à la BCK et en entreprirent la concrétisation. Safer Clubbing espère que ces nouvelles organisations pourront aussi s'identifier à ses buts et préoccupations et s'y affilier en 2013.

² La SUISA est la coopérative des auteurs et éditeurs de musique

³ Dans le cadre du projet européen de soirées [NEWIP](#)

⁴ Bar- und Clubkommission Zürich BCK: <http://www.barundclubkommission.ch>

Au plan local, signalons la réalisation dans le canton de Lucerne, en automne 2012, d'une campagne spécifiquement consacrée au thème *Komasaufen*⁵. Cette campagne, mise sur pied grâce à divers soutiens financiers locaux, bénéficia elle aussi d'une grande attention médiatique. Cela donna lieu, par exemple, à la mise à disposition, dans les magasins branchés de Lucerne, de flyers portant le slogan «Safer Clubbing cares for you» et à l'affichage des logos de tous les établissements lucernois membres. A quoi s'ajouta la projection dans les cinémas de Lucerne de diapositives en rapport.

⁵ Komasaufen: Binge Drinking (littéralement: boire à en tomber dans le coma) (N.d.T)

8. Groupe de travail «Früherkennung und Frühintervention

Nightlife»⁶. Rapport intermédiaire 2011 – 2012, Alwin Bachmann (Infodrog); Larissa Maier (ISGF); Alexander Bücheli (Ville de Zurich, Jugendberatung Streetwork)

8.1 Introduction

Le groupe de travail «Früherkennung und Frühintervention (F+F) Nightlife» fut créé en novembre 2010 sous l'impulsion de projets pratiques Nightlife engagés de longue date et à l'initiative d'Infodrog. Il a pour but d'élaborer des instruments d'intervention précoce en cas de consommation problématique de drogues festives et de créer des bases de données tant sur le comportement en matière de consommation que de prise de risque du groupe cible des personnes consommant ces drogues. Le groupe de travail se compose de représentant-e-s d'institutions disposant d'offres de prévention des problèmes liés aux drogues festives et de réduction des risques dans le domaine des loisirs (cf. tableau 1). Placé sous la direction d'Infodrog, le groupe de travail est accompagné, au plan scientifique, par l'Institut de recherche sur l'addiction et la santé (ISGF) de Zurich.

8.1.1 Activités du Groupe de travail en 2011 – 2012

- Elaboration d'un questionnaire quantitatif modulaire manualisé («Questionnaire Nightlife»), servant de base structurante aux consultations brèves avec des personnes consommant des drogues récréatives⁷. Enquête sélective de terrain auprès d'utilisateurs et utilisatrices que les offres de prévention des problèmes liés aux drogues festives et de réduction des risques en Suisse («Enquête Nightlife») avaient atteint-e-s.
- Evaluation annuelle standardisée des données récoltées.
- Collaboration à «l'Enquête en ligne sur les euphorisants légaux (*Legal Highs*)»⁸ destinée à améliorer les bases de données relatives aux nouvelles substances psychoactives (NSP).
- Elaboration de modules standardisés de formation consacrés aux thèmes «Conduite d'entretien dans le milieu Nightlife» et «Substances psychoactives».
- Formation des collaborateurs et collaboratrices des institutions disposant d'offres de prévention des problèmes liés aux drogues festives et de réduction des risques.
- Développement d'un outil en ligne destiné à rendre public les résultats issus des offres de Drug Checking relatifs à la mise en garde contre des substances dont la composition ou l'impureté entraîne des risques particuliers pour la santé.
- Implémentation d'outils en ligne dans les sites internet locaux et les offres sur le terrain.

8.2 Méthodologie de dépistage et d'intervention précoces dans le milieu Nightlife

L'application de la méthodologie du dépistage précoce au contexte des soirées a pour but premier d'identifier précocement des comportements risqués concrets ou problématiques de consommation ainsi que d'autres comportements à risque au moyen d'enquêtes structurées, de discuter sur place avec les personnes fréquentant ces soirées et, si nécessaire, de les inciter à rechercher des offres complémentaires (cf. Figure 1)⁹. Cet instrument encourage professionnels et pairs¹⁰ à réaliser de manière structurée et ciblée des consultations brèves dans le milieu de la vie nocturne. Les compétences (*Skills*) professionnelles et connaissances nécessaires à l'évaluation des risques sont

⁶ Früherkennung und Frühintervention: Dépistage et intervention précoces (N.d.T)

⁷ Version électronique sous <http://www.isgf.ch/nightlife/>

⁸ [Online-Umfrage zu Legal Highs](#)“

⁹ Bachmann & Bücheli, 2011

¹⁰ Par pairs nous entendons des personnes qui partagent avec le groupe cible certaines valeurs, habitudes de vie, comportements et situations.

transmises et approfondies au travers des modules de formation «Conduite d’entretien dans le milieu Nightlife» et «Substances psychoactives» développés par le groupe de travail.

Déroulement d’une consultation brève

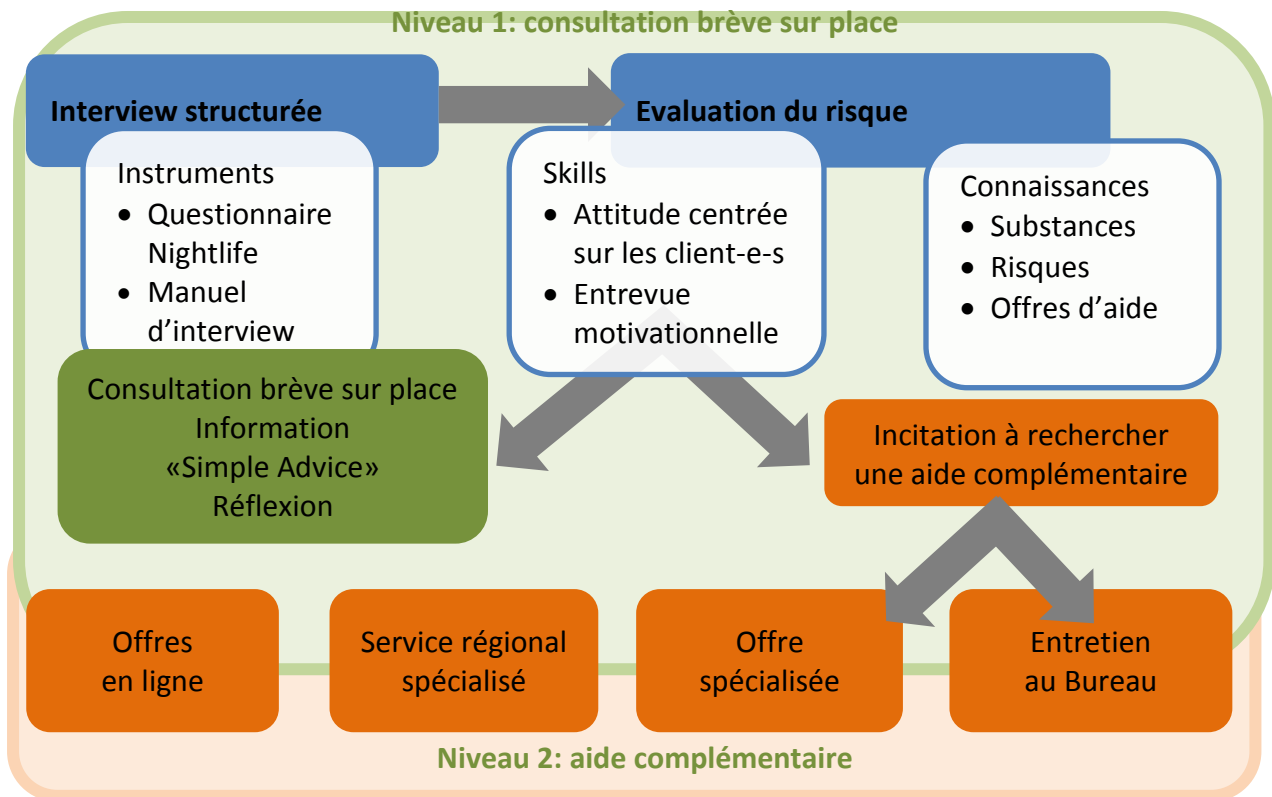


Figure 1: Dépistage et intervention précoces dans le milieu de la vie nocturne

Dépistage et intervention précoces dans le milieu de la vie nocturne doivent en principe distinguer deux niveaux: celui du contexte même de la soirée et celui des offres complémentaires. Sur place, seules des mesures limitées d’intervention précoce peuvent être réalisées, par exemple par une brève évaluation du problème rencontré et une transmission de savoir sous forme de conseils («*simple Advice*») ou de consultations motivationnelles brèves. Une évaluation globale du problème (diagnostic) et, si nécessaire, la proposition d’une aide personnelle ne sont possibles que dans le cadre de centres d’accueil ou d’offres complémentaires. Cela implique mise en réseau et collaboration structurée des projets Nightlife existants et des offres spécialisées. Toutes choses qui ne garantissent de loin pas que l’on réussisse à orienter adéquatement des participant-e-s en danger. Des études montrent en effet que les consommateurs et consommatrices de drogues festives ne recourent guère aux offres «traditionnelles» d’aide aux personnes dépendantes¹¹. Pour combler cette lacune, les projets spécialisés dans le domaine des drogues festives et de la vie nocturne devraient donc aussi offrir des occasions attractives d’information et de consultation en dehors des soirées et intensifier leur collaboration avec les services de consultation locaux. En pratique, le *Drogeninformationszentrum* DIZ¹² a par exemple fait la preuve de sa capacité à abaisser encore les seuils d’accès imposés aux personnes consommant des drogues récréatives. L’offre du DIZ comporte une information et une consultation anonyme et gratuite, sans rendez-vous préalable, sur les drogues, ainsi qu’un Drug Checking en milieu résidentiel. D’autres expériences positives ont été faites avec l’introduction de pairs grâce auxquels les personnes concernées peuvent plus facilement être mises en confiance et motivées à bénéficier d’une aide complémentaire. L’existence d’une offre

¹¹ Benschop et al., 2002; Eggert et al., 2005.

¹² Drogeninformationszentrum: Centre d’information sur les drogues (N.d.T).

différenciée et spécialisée de conseil et de thérapie est d'une importance toute particulière pour la réussite d'un triage adéquat. Il convient en outre de prendre en considération les offres en ligne existantes telles que les offres de consultation en ligne et les outils d'auto-aide (p. ex. Snow Control¹³).

8.3 Enquête Nightlife 2012

8.3.1 Méthodologie

Les présents résultats d'études se basent sur une enquête de terrain sélective réalisée par des membres du groupe de travail (F+F) Nightlife¹⁴. Leurs évaluations, effectuées par l'Institut suisse de recherche sur la santé et les addictions (ISGF) de Zurich, fournissent une image haute résolution et détaillée du comportement tant en matière de consommation que de risque des personnes touchées par les offres de prévention de l'usage de drogues festives et de réduction des risques en Suisse. La présente étude n'est toutefois nullement représentative des personnes fréquentant des soirées, même si ses chiffres permettent de caractériser les personnes dites «consommateurs et consommatrices de drogues récréatives» et d'évaluer les offres de prévention relatives à la vie nocturne.

Le questionnaire Nightlife utilisé pour l'enquête de terrain se base sur une version introduite depuis 2007 dans le cadre des offres de Drug Checking à Zurich et Berne. Se référer à ces questionnaires antérieurs permet de déduire des tendances relatives au comportement de consommation des personnes faisant usage de drogues récréatives. Le questionnaire Nightlife recense de manière détaillée, en plus de variables sociodémographiques (âge, sexe, formation, activité professionnelle actuelle), la consommation des substances psychoactives les plus diverses. En font partie drogues légales et illégales, médicaments psychoactifs et nouvelles substances psychoactives (NSP). Prévalences au cours de la vie mais aussi annuelle et mensuelle, fréquence de la consommation au cours du dernier mois, âge lors de la première consommation ainsi que consommation lors d'une soirée tenue pour typique par la personne interviewée furent recensés. La consommation mixte, soit la consommation simultanée ou en peu de temps d'au moins deux substances psychoactives n'est certes pas recueillie directement mais peut cependant être déduite des données relatives à la consommation lors d'une soirée typique. On pose simultanément la question du dosage à ce moment-là, variable essentielle pour déterminer le statut du risque que présente le consommateur ou la consommatrice en question. On s'intéresse en outre aux événements négatifs plus ou moins récents (cf. par exemple urgences médicales, problèmes avec la police, états dépressifs, etc.) liés à la consommation de substances psychoactives.

Depuis le début 2012, le questionnaire Nightlife est appliqué dans toutes les régions linguistiques de Suisse dans le cadre des offres Nightlife de prévention dévolues à l'évaluation du risque et à la structuration de consultations brèves. A cet égard, distinction est faite entre remplissage volontaire du questionnaire à un stand d'information et remplissage obligatoire lors d'un Drug Checking. Dans les deux cas la récolte de données s'accompagne d'un entretien de conseil. Il existe de plus une version en ligne du questionnaire, version qui était toutefois encore en phase de test en 2012 et n'est donc pas prise en considération dans la présente évaluation.

632 questionnaires furent au total remplis en 2012. La récolte de données fut faite par les membres du groupe de travail (F+F) Nightlife (tableau 1). La majorité des questionnaires (35%) fut remplie au Centre d'information sur les drogues DIZ à Zurich. Les autres interviews furent réalisées à l'occasion de consultations lors de diverses manifestations dans le milieu de la nuit, en partie avec des Drug

¹³ www.snowcontrol.ch; Stark et al., 2011

¹⁴ Maier, Bücheli & Bachmann, 2013; Maier & Schaub, 2013.

Checking ou une offre de Chill-Out. 30.5% de toutes les interviews se déroulèrent dans des clubs, 13.9% lors de festivals, 7.7% lors de soirées en extérieur, 5.3% lors de méga-raves et 7.7% dans d'autres types de manifestations. A noter que 20.3% de toutes ces interviews eurent lieu lors manifestations fréquentées par plus 5'000 participants et participantes.

Tableau 1: Récolte de données par institutions participantes

Institution	Département/Offre	Pourcentage de questionnaires rentrés, N = 632
Ville de Zurich, Jugendberatung Streetwork	Saferparty.ch: Centre d'information sur les drogues DIZ	35.1 %
Ville de Zurich, Jugendberatung Streetwork	Saferparty.ch: Drug Checking mobiles	21.7 %
Réseau Contact, Fondation d'aide en matière de dépendance	Rave it Safe.ch: Infostand, Chill-Out, Drug Checking	24.5 %
Radix Svizzera italiana	Danno.ch: stand d'information, Chill-Out	12.0 %
Première Ligne	Nuit Blanche?: stand d'information, Chill-Out	5.5 %
Fondation dépendances jurassienne	Trans-AT: stand d'information, Chill-Out	1.1 %

8.3.2 Caractéristiques des personnes ayant fait usage de l'offre

Seul un petit tiers des personnes interrogées (28%) était des femmes. L'âge moyen de toutes les personnes interrogées était de 27 ans, la plus jeune ayant 15 ans au moment de l'enquête, la plus âgée 67 ans. Même si de très jeunes gens ou des personnes assez âgées font occasionnellement usage des offres sur place ou du DIZ à Zurich, la majorité (68%) avait entre 18 et 30 ans, ce qui concorde avec la répartition par âge des personnes prenant plaisir à la vie nocturne.

La plupart des personnes ayant bénéficié d'un Drug Checking ou recouru à une consultation brève à un stand d'information avaient une bonne, voire très bonne formation. Seules onze personnes se révélèrent n'avoir achevé aucune formation. Plus d'un tiers des personnes interrogées disposaient d'une formation supérieure (supérieure à une formation professionnelle), dont 20.9% d'un diplôme d'une Haute Ecole, d'une Haute Ecole technique ou d'une université. Si un petit 60% exerçait une activité professionnelle, plus d'un quart des consommateurs et consommatrices (26.1%) se trouvait encore en formation au moment de l'enquête et seul un petit nombre indiqua ne pas être actif sur le marché du travail (5.8%) ou en recherche d'emploi (8.6%). D'où un pourcentage de personnes au chômage nettement supérieur au taux de chômage suisse (3.2%).

Les chiffres sur le niveau de formation et l'exercice actuel d'une activité professionnelle laissent supposer que les personnes consommant des drogues récréatives ont tendance à être le plus souvent bien formées et socialement intégrées. Mais ils montrent aussi que les offres existantes de prévention des problèmes liés aux drogues festives et de réduction des risques dans le domaine des loisirs atteignent non des groupes marginalisés, mais des consommateurs/trices de drogues festives socialement bien intégré-e-s et peu sensibles aux offres de consultation en matière d'addiction.

8.3.3 Prévalences à vie et mensuelle de la consommation de diverses substances psychoactives

La prévalence à vie et mensuelle de la consommation montre clairement que les drogues légales (alcool, tabac) et le cannabis sont les substances psychoactives le plus fréquemment consommées par les personnes consommant des drogues récréatives. Si l'alcool peut être tenu pour la principale «drogue festive», il faut en chercher les raisons dans l'accessibilité légale et la facilité de s'en procurer qui en découle, dans la large acceptation sociale dont il bénéficie ainsi que dans ses effets spécifiques qui conviennent bien à la vie nocturne. Si une part notable des personnes interrogées a déjà expérimenté des substances du groupe des stimulants (amphétamines, ecstasy, cocaïne), plus des deux tiers d'entre elles en consomment au moins une fois par mois. Concernant les substances du groupe des hallucinogènes (LSD, psylos), si la prévalence à vie de leur consommation est certes relativement élevée, les chiffres relatifs aux expériences de consommation au cours du dernier mois sont pourtant nettement inférieurs à ceux des stimulants. Cela est probablement dû à l'écoulement du temps: alors que les drogues hallucinogènes jouaient encore un rôle important dans le milieu festif des années 90, la culture urbaine moderne en matière de sorties va avant tout, alcool mis à part, à la consommation de produits dopant. Globalement, on constate aussi que les hallucinogènes, du fait du profil et de la durée de leur action, ne sont guère compatibles avec la vie quotidienne et ont donc tendance à n'être consommés que sporadiquement et lors d'occasions particulières.

Si l'on examine la consommation actuelle au cours du mois écoulé, il apparaît que les nouvelles substances synthétiques, la méthamphétamine, les médicaments ainsi que les substances dépressives telles que le GHB, la kétamine et l'héroïne ne jouent qu'un rôle mineur. Et si l'on examine en détail la consommation de médicaments non prescrits, c'est de loin la Ritaline®, suivie de médicaments du groupe des benzodiazépines (Valium®, Dormicum®) qui sont le plus souvent cités. Chez les NSP, la méphédronne est la substance le plus souvent expérimentée, suivie de la méthylone et du Spice.

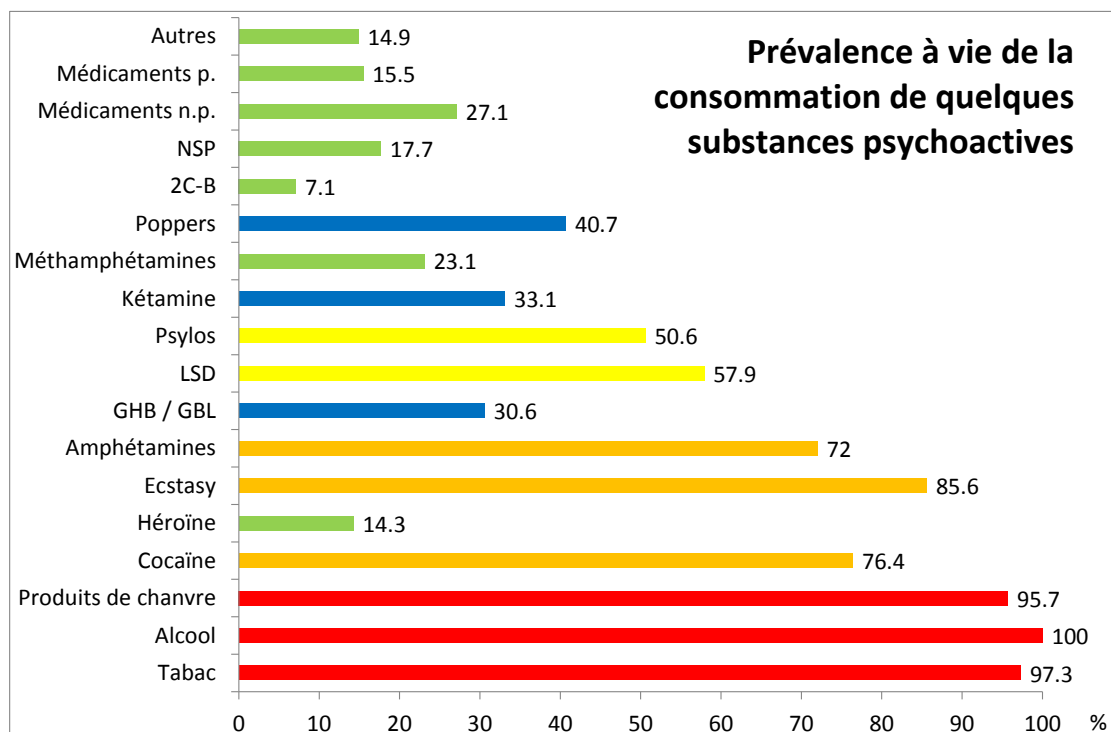


Figure 1: Prévalence à vie de la consommation de quelques substances psychoactives; N (Total) = 632
 p. = prescrits; n. p. = non prescrits; NSP = nouvelles substances psychoactives (Smart Drugs, Research Chemicals, Legal Highs)

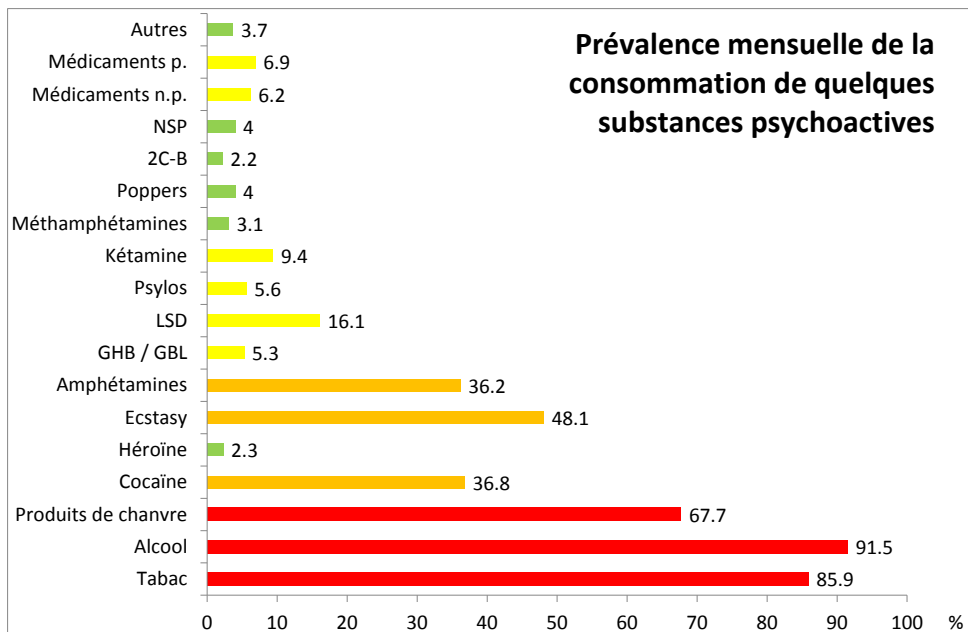


Figure 2: Prévalence mensuelle de la consommation de quelques substances psychoactives; N (Total) = 632. p. = prescrit; n. p. = non prescrit; NSP = nouvelles substances psychoactives (Smart Drugs, Research Chemicals, Legal Highs)

8.3.4 Age lors de la première consommation

Les premières expériences de consommation d'alcool et de tabac interviennent à l'âge de 14 ans déjà, suivies du cannabis, consommé pour la première fois en moyenne à 15.6 ans. Pour ce qui est des stimulants et des hallucinogènes, leur consommation débute environ 5 ans plus tard, soit autour de la vingtième année. Moins répandues dans le groupe des personnes interrogées, les NSP et les substances psychoactives illégales telles que méthamphétamine, GHB et kétamine sont la plupart du temps consommées pour la première fois entre 22 et 24 ans.

On peut donc partir du principe que l'âge moyen de la consommation initiale de substances illégales a tendance, au vu des chiffres disponibles pour le groupe des personnes actuellement âgées de 18 à 30 ans, à être placé trop haut. C'est ainsi que les personnes âgées indiquent plus souvent n'avoir consommé pour la première fois des substances illégales qu'après leur 20^{ème} année, ce qui a pour effet de fausser vers le haut l'âge moyen d'entrée dans la consommation des jeunes adultes d'aujourd'hui.

Tableau 2: Age lors de la 1^{ère} consommation de diverses substances psychoactives

Substance	Age moyen lors de la première consommation
Tabac	14.5 ans
Alcool	14.4 ans
Produits de chanvre (herbes, hasch)	15.6 ans
Psylos	19.5 ans
Héroïne	19.8 ans
LSD	20.0 ans
Cocaïne	20.2 ans
Ecstasy (MDMA)	20.3 ans
Amphétamines (Speed)	20.4 ans
Médicaments psychoactifs prescrits	20.5 ans
Poppers	20.6 ans
NSP	22.0 ans
Méthamphétamines (pilules thaïes, crystal, meth)	22.1 ans
Médicaments psychoactifs non prescrits	22.7 ans
GHB/GBL (Liquid Ecstasy)	22.9 ans
Kétamine	23.8 ans
2C-B	24.4 ans

NSP = Nouvelles substances psychoactives (Smart Drugs, Research Chemicals, Legal Highs)

8.3.5 Consommation d'alcool

Il fut demandé aux personnes ayant fait usage de l'offre durant combien de jours elles avaient en moyenne bu de l'alcool en fin de semaine (vendredi à dimanche) au cours des 12 derniers mois et combien de boissons standards elles avaient en moyenne consommé à chaque fois. Seules 21 des 632 personnes interrogées (3.4%) passent habituellement leurs fins de semaine sans consommer de l'alcool. Par contre, 47.9% d'entre elles boivent chaque fin de semaine de l'alcool sur 2 ou 3 jours entre vendredi et dimanche. Un bon tiers en consomme chaque semaine, l'un des jours du week-end (31.7%). Enfin, 58,7% des personnes interrogées boivent chaque fin de semaine 5 boissons standards ou plus par jour et un cinquième (20.2%) 9 boissons standards ou plus par jour.

On recensa de plus à quelle fréquence les personnes ayant fait usage de l'offre avaient consommé 4 boissons alcooliques standards (hommes: 5) à une même occasion au cours des 12 derniers mois. 16.2% d'entre elles n'avaient jamais consommé, durant l'année écoulée, plus de 4, resp. 5 boissons standards en une même occasion. Environ un cinquième (21.6%) boit moins d'une fois par mois de telles quantités, alors que 17% boivent une à deux fois par semaine de l'alcool. Enfin, 10.2% boivent plus de 2 fois par semaine plus de 4 ou 5 boissons standards à chaque occasion.

Si ces résultats reflètent vraisemblablement la consommation d'alcool en fin de semaine des personnes interrogées, la question des états d'ivresse doit être traitée avec prudence du fait que la durée d'une occasion de consommer ne fut pas recensée. Aussi les valeurs élevées relatives au nombre de boissons standards peuvent-elles parfaitement résulter de ce que les personnes interrogées étaient restées longtemps dehors et avaient bu de l'alcool sur une période prolongée.

8.3.6 Consommation de drogues récréatives lors d'une soirée typique

Pour une grande partie des personnes interrogées, tabac (75.6%), alcool (79.2%) et cannabis (44.4%) font partie intégrante d'une soirée typique, alors qu'un pourcentage moindre mais non négligeable d'entre elles consomme des stimulants tels qu'ecstasy (33.7%), amphétamines (25.6%) ou cocaïne (21.1%). Les hallucinogènes tels que le LSD (10.6%) et les psylos (2.1%) ou les «gouttes KO» comme le

GHB/GBL (2.9%) ou la kétamine (2.9%) jouent un rôle de loin plus insignifiant que l'alcool, le cannabis et le groupe des stimulants dans le présent échantillon. Méthamphétamines (0.6%) et NSP ne sont elles aussi consommées, lors d'une soirée typique, que par quelques-unes des personnes consommant des drogues récréatives interrogées. Enfin, seules huit personnes (1.3%) disent n'avoir consommé, lors d'une soirée typique, ni tabac, ni alcool, ni aucune autre substance psychoactive.

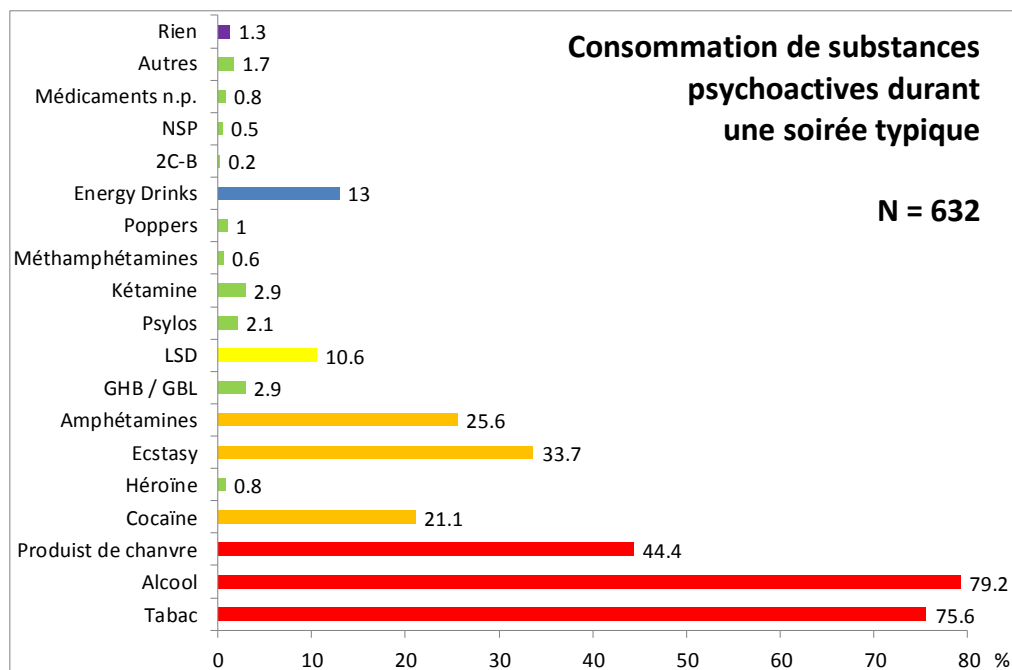


Figure 3: Consommation durant une soirée typique, en pourcents; N (total) = 632

n. p. = non prescrit; NSP = nouvelles substances psychoactives (Smart Drugs, Research Chemicals, Legal Highs)

Concernant le groupe des stimulants, une comparaison des chiffres de la présente enquête avec ceux relatifs à une soirée typique des années 2008 à 2012 fait apparaître une stabilisation, voire un léger recul de la consommation alors que, comparativement, le pourcentage des personnes interrogées consommant de l'alcool au cours d'une telle soirée n'a cessé de légèrement augmenter.

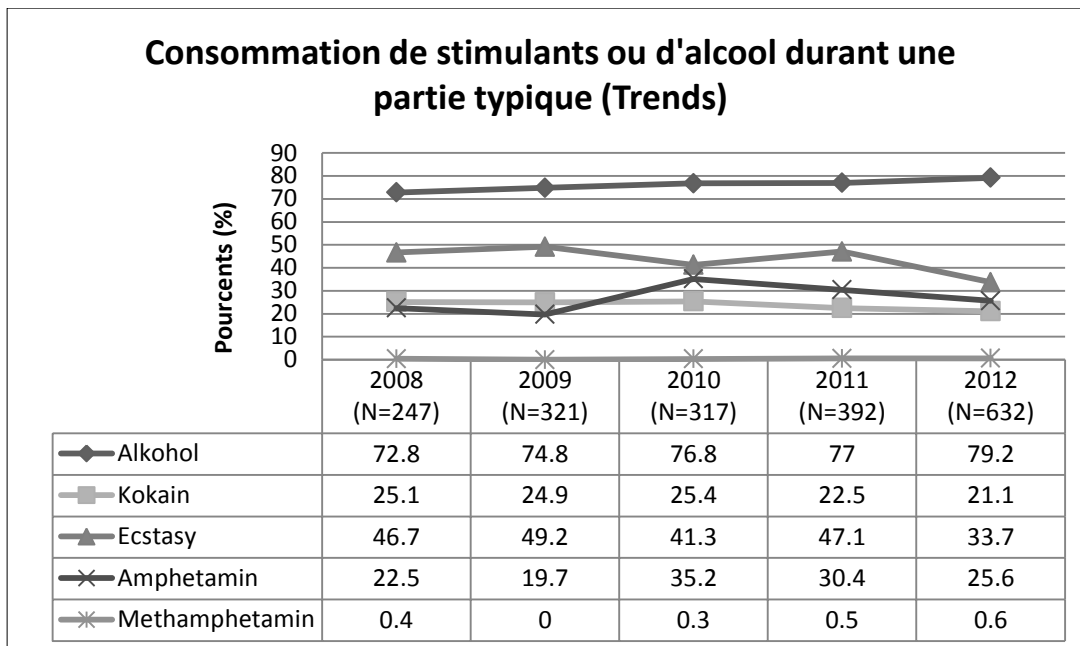


Figure 4¹⁵: Consommation d'alcool et de stimulants par les personnes ayant fait usage de l'offre (consultation brève, Drug Checking) lors d'une soirée typique.¹⁶

8.3.7 Dosages lors d'une soirée typique

Le tableau 3 indique quelle quantité de chaque substance est prise par celles et ceux qui en consomment au cours d'une soirée typique. Lorsqu'aucune quantité moyenne n'est indiquée, c'est qu'une seule personne a répondu. Exemple: des personnes consommant de la cocaïne au cours d'une soirée typique (21.1% ou 133 personnes) indiquent qu'elles consomment, au cours d'une soirée typique, entre 0.2 g et 5 g de cocaïne, et en moyenne 1.1 g par voie nasale par nuit.

¹⁵ Dans le tableau, les mots Alkohol/Kokain/Ecstasy/Amphetamin/Methamphetamin correspondent en français aux mots Alcool/Cocaïne/Amphétamines/Méthamphétamines (N.d.T).

¹⁶ Maier, Bücheli & Bachmann, 2013

Tableau 3: Dosage de diverses substances psychoactives durant une soirée typique

Substance	Dosage min. à max.	Moyenne
Tabac	1 – 100 cigarettes	20.1 cigarettes
Alcool	1 – 40 boissons standards	6.7 boissons standards
Produits du chanvre (herbe, hasch)	1 – 40 joints	4.8 joints
	1 – 15 pipes à eau	2.8 pipes à eau
Cocaïne	0.2 – 5 g sniffée	1.1 g
	0.4 – 2 g fumée	0.8 g
Héroïne	1 g par voie intraveineuse	
	2 g fumée	
	0.2 – 0.5 g sniffée	0.4 g
Ecstasy	0.5 g par voie intraveineuse	
	0.2 – 10 pilules	1.9 pilules
	0.04 – 3.5 g avalée	0.5 g
Amphétamines	0.2 – 2 g sniffée	0.8 g
	0.1 – 5 g sniffées	1.0
	0.1 – 3 g avalées	1.0
GHB / GBL	1 – 5.5 ml	2.6 ml
LSD	1 – 5 buvard	1.3 buvard
	1 – 6 gouttes	1.9 gouttes
Kétamine	0.2 – 3 g sniffée	
Méthamphétamines	0.25 pilules	

L'interprétation des dosages maximaux doit se faire avec prudence, certaines personnes interprétant probablement la durée de tout un festival ou d'un week-end comme une soirée, ou y incluant «l'After hour» du lendemain matin et ayant donc fourni des données couvrant en réalité plusieurs jours. Ainsi, il paraît plus réaliste de penser que, par exemple dans le cas des valeurs élevées mentionnées pour les cigarettes (100 cigarettes, soit 5 paquets), les personnes concernées aient réparti la consommation de ces paquets sur plusieurs jours et ne les aient pas fumés en une seule soirée.

8.3.8 Consommation mixte durant une soirée typique

Les données sur la consommation d'une soirée typique montrèrent clairement que quelque 70% des personnes interrogées consomment au moins deux substances psychoactives (tabac mis à part) au cours d'une soirée (Fig. 5). Toutefois un bon tiers (32.6%) en consomme même 3 ou plus lors d'une soirée typique. Seuls 29.6% (187 personnes) se limitent à une seule substance. Le mélange le plus fréquent de 2 substances combinait alcool et cannabis (35.9% de toutes les personnes interrogées), alors que le mélange de 3 substances combinait alcool + cannabis + ecstasy (13.7% des personnes interrogées).

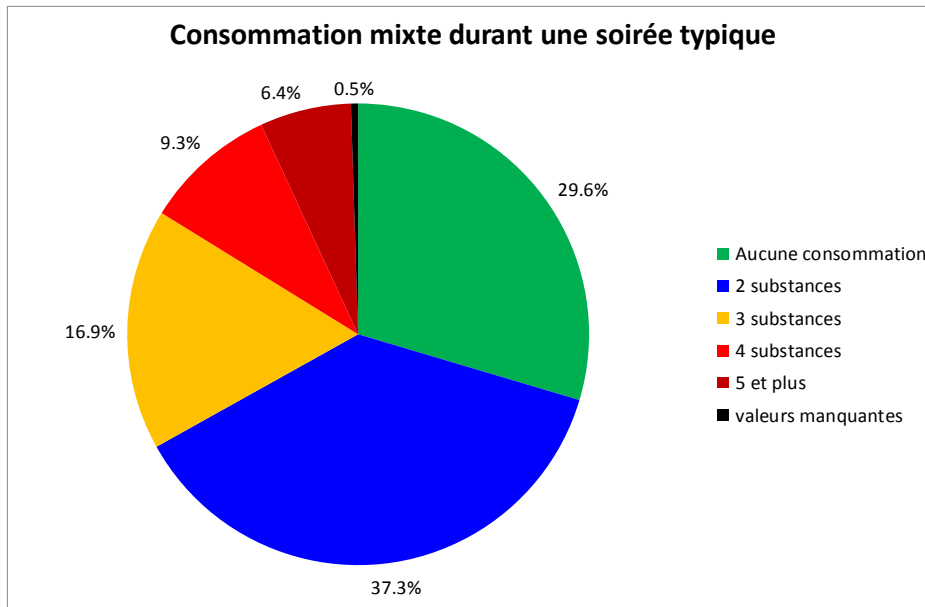


Figure 5: Consommation mixte lors d'une soirée typique, en pourcents; N (total) = 632

8.4 Expériences/événements négatifs dus à la consommation de substances psychoactives

On demanda aux personnes ayant fait usage de l'offre quels événements négatifs à court et plus long termes elles avaient déjà vécus du fait de leur consommation de substances (cf. tableaux 4 & 5). Parmi les événements les plus fréquemment cités figurent des problèmes psychiques tels qu'une humeur dépressive, des «*Bad Trips*» aigus (état d'angoisse ou de confusion dû aux drogues) ainsi qu'un manque persistant d'entrain. Plus d'un tiers de toutes les personnes interrogées disent avoir conduit déjà une fois sous l'influence de drogues ou d'alcool (39.2%), ou avoir eu des problèmes avec la police (40.2%), problèmes d'ordre légal qui jouent également un rôle dans les problèmes à plus long terme (18.6%). Un peu moins d'un tiers (28.1%) n'a pas observé les règles de safer sexe du fait de sa consommation de drogues. Un bon quart des personnes interrogées fait état de problèmes psychosociaux durables dans les domaines famille/partenariat (25.2%) ou travail/école (21.7%). Enfin, un quart des personnes interrogées (26.6%) n'a encore jamais eu de problèmes durables après avoir consommé des substances psychoactives, alors que, par contre, moins d'une sur dix seulement (8.3%) n'a encore jamais connu de problème à court terme.

Tableau 4: Problèmes à court terme, classés par ordre de fréquence (plusieurs mentions possibles)
(N = 632)

Type de problème	Pourcentage	Nombre
Humeur dépressive	40.2	253
Problèmes avec la police (contrôles, amendes)	40.2	253
Expérience de Bad Trip	39.2	247
Conduite sous l'influence de drogues ou d'alcool	39.2	247
Non observation des règles de safer sexe	28.1	177
Attaque/crise aiguë d'anxiété ou de panique	24	151
Accident	22.2	140
Perte de conscience	21.3	134
Problèmes de violence (comme auteur ou victime)	19.5	123
Contact sexuel non désiré	8.3	52
Admission hospitalière en urgence	7.9	50
Crise épileptique	3	19
Réaction allergique	2.7	17
Autres	8.3	40
Aucun	8.3	40

Tableau 5: Problèmes à long terme, classés par ordre de fréquence (plusieurs mentions possibles)
(N = 632)

Type de problème	Pourcentage	Nombre
Manque d'entrain	35.2	222
Problèmes avec famille/partenaire	25.2	159
Problèmes à l'école/au travail	21.7	137
Poursuites pénales/retrait du permis	18.6	117
Problèmes financiers/dettes	17.3	109
Troubles chroniques du sommeil	17.3	109
Problèmes avec les amis/amies	16.0	101
Dépression	14.9	94
Troubles de la fonction sexuelle	10.8	68
Crises répétées d'anxiété ou de panique	6.3	40
Infection chronique (hépatite, HIV)	2.1	13
Réactions allergiques	3.8	10
Autres	5.1	32
Aucun	26.6	114

8.5. Développement et implémentation d'un outil en ligne de mise en garde

Depuis plus de 15 ans, les drogues festives sont analysées en Suisse dans le cadre d'offres de Drug Checking. Et il arrive régulièrement que les substances analysées contiennent des ingrédients inattendus ou soient surdosées. Dans de tels cas, les groupes cibles concernés se voient informés via des mises en garde ad hoc (résultats des Drug Checking mobiles ou fixes). Jusqu'il y a peu, ces mises en garde étaient envoyées par diverses institutions par e-mail et publiées, sous forme de documents pdf chargeables, sur les principaux sites Web de la scène de la drogue. Les inconvénients de cette façon de faire sont des retards ainsi que la répétition des tâches d'actualisation des sites locaux. Les nouvelles technologies (notamment les Smartphones et ordinateurs à écran tactile) ont été jusqu'ici peu utilisées pour adresser des mises en garde aux groupes cibles.

Néanmoins, le développement d'un outil en ligne centralisé et trilingue (cf. figure 5) destiné à transmettre des mises en garde et des messages incitant à la réduction des risques a permis de combler cette lacune. L'outil en question a été conçu par le groupe de travail F+F Nightlife et est intégré de manière appropriée à chacun des sites internet locaux des membres. L'implémentation de cet outil en ligne dans d'autres sites internet existants et offres est techniquement très simple à réaliser et peut être effectuée par les prestataires concernés sans grande difficulté et à peu de frais. Son administration centralisée garantit que tous les sites publient des mises en garde constamment mises à jour et que les sites internet existants ne se font pas concurrence.

Home
DE / FR / IT

DRUG CHECKING

rave it safe

Alertes actuelles

Search

 ⚠️ Rolex Caféine, MDHA 17.12.2013	 ⚠️ Bart Simpson MDHA, Caféine 03.12.2013	 Party-Flock MDHA 03.12.2013	 Audi MDHA 03.12.2013	 ⚠️ Pentagram MDHA, MDA 03.12.2013
 ⚠️ no name MDHA, Amphétamine 26.11.2013	 ⚠️ Pentagram MDHA, MDA 26.11.2013	 ⚠️ Triangle violet MDHA 26.11.2013	 Triangle magenta MDHA 26.11.2013	 Triangle bleu MDHA 26.11.2013
 ⚠️ Décibel MDHA 19.11.2013	 B MDHA 19.11.2013	 ⚠️ Android MDHA 19.11.2013	 Apple MDHA 19.11.2013	 ⚠️ Tête de mort MDHA, Caféine 19.11.2013

Alertes actuelles

Cocaïne

Amphétamine

Research Chemicals

Safer Use

Fig. 5: Screenshot de l'outil Online destiné à la communication d'avertissements sur les dangers des substances

Sources

Bachmann, A., Bücheli, A. (2011): Frühintervention im Nachtleben. Suchtmagazin 5: 27-30.

Benschop, A., Rabes, M., Korf, D.J. (2002): Pill Testing - Ecstasy & Prävention. Eine wissenschaftliche Evaluationsstudie in drei europäischen Städten. Amsterdam: Rosenberg Publisher.

Eggert, A., Keller-Ressel, M., Lachout, S., Schmid, R. (2005): Daten zum Konsumverhalten von Freizeitdrogen-KonsumentInnen. Verein Wiener Sozialprojekte.

Stark, L., Falcato, L., Dampz, M., Beck, T. (2011) Snowcontrol.ch - Internetbasierte unterstützte Selbsthilfe für Kokainkonsumenten diversifiziert das therapeutische Angebot. Zürich: Arud, Evaluation und Forschung, Info 1/11.

Maier, L., Bücheli, A., Bachmann, A. (2013): Stimulanzienkonsum im Nachtleben. Suchtmagazin 3: 15-20.

Maier, L., Schaub, M. (2013): Früherkennung und Frühintervention Nightlife, Jahresbericht 2012 (alle Institutionen). Zürich: Schweizerisches Institut für Sucht- und Gesundheitsforschung ISGF.

9. Projet NEWIP

Alexander Bücheli (Streetwork Zurich), Peter Menzi (Infodrog), René Akeret (soziale Dienstleistungen Winterthur)

Elaboré en 2011, le projet «*Nightlife Empowerment and Well-being Implementation*» (NEWIP) fait suite au projet «DC&D II, Safer Nightlife»¹⁷. Ce projet est soutenu et financé depuis 2012 par la Communauté européenne. Y participent toutes les offres à bas seuil européennes importantes de prévention et de réduction des risques dans le domaine Nightlife. Les buts de ce réseau européen sont les suivants: amélioration des échanges professionnels et de Know-how, regroupement des ressources, promotion de la prévention et de la réduction des risques, et enfin amélioration de la qualité au moyen de standards définis par le réseau lui-même.

Le projet NEWIP comprend quatre *Work Packages* (WP) différents. Le WP *TEDI*¹⁸ a pour objectif la création d'une banque de données européenne Drug Checking destinée à simplifier l'échange de résultats et à développer des standards communs pour les diverses méthodes d'analyse utilisées. Un autre contenu important de *TEDI* a également pour objet important les consultations liées aux offres de Drug Checking, consultations pour lesquelles furent réalisés des Guidelines et des recueils de Good Practice permettant de mieux tirer profit du potentiel d'amélioration existant.

Le Work Package *Party+* prévoit la création d'une marque faitière européenne pour les labels de qualité des clubs et bars. Transfert optimisé de Know-how et visites d'experts doivent aider d'autres pays ou régions d'Europe à créer leur propre label. Une autre étape de *Party+* consiste en l'organisation d'une «*European Party Night*» où pourront être abordés divers thèmes spécifiques.

Le Work Package *New Media* s'occupe des nouvelles technologies dans le domaine Nightlife. Pairs et professionnel-le-s se voient formé-e-s aux possibilités additionnelles offertes par ces nouveaux moyens de communication, ce afin de leur permettre d'atteindre de manière aussi sélective et efficace que possible le groupe cible des oiseaux de nuit et autres fêtards. Nouveaux médias qui doivent aussi être utilisés pour transmettre des contenus préventifs. A cet égard, l'accent est mis sur une amélioration du processus d'apprentissage ou une optimisation du processus de réflexion lors de l'utilisation de ces nouvelles technologies.

Le Work Package *Peer Work* a trait, lui, à la formation de pairs ainsi qu'à la planification et réalisation d'interventions, au premier plan desquelles figure leur *Empowerment*. Les pairs doivent ainsi être rendus aptes à mieux prendre qualitativement conscience du rôle important qui est déjà le leur, et ce en acquérant plus de connaissances et en étant formés à la conduite d'entretiens.

Un autre Work Package est consacré à la *Qualité*. Le but est de développer des standards fondés sur les pierres angulaires et valeurs de la prévention à bas seuil de l'usage de drogues festives. Ces standards devraient être d'une grande utilité tant pour légitimer des projets existants que pour le développement de nouveaux projets. Leur mise en œuvre pratique devrait s'effectuer au travers de deux interventions par année dans de grands festivals européens.

A noter enfin que tous ces Work Packages et les interventions sur place seront évalués par un partenaire externe. Le projet NEWIP se conclura par la Conférence *NIGHT*, qui se tiendra en automne 2013 à Padoue.

¹⁷ Projet DC & D: projet européen Democracy, Cities and Drugs (N.d.T)

¹⁸ TEDI: Trans European Drug Information (N.d.T)

9.1 Etat actuel du projet

Du côté suisse, les principales étapes du projet NEWIP franchies ces deux dernières années furent les suivantes:

- élaboration des documents «*How to improve a party label*» et «*A Drug Checking Service*»;
- développement des «*Standards on Drug Checking Techniques*» ainsi que du «*Counselling and Consultation Guideline*»;
- amélioration de l'échange de données grâce à la banque de données *TEDI*;
- création de l'association européenne *Party+*;
- développement d'un «*Serious Game*» devant permettre aux participants et participantes à des soirées de se confronter de manière ludique aux drogues, Set, Setting et réduction des risques.

9.2 Services et organisations suisses impliqués

La participation à ce projet est soutenue par l'Office fédéral de la santé publique

Comité de pilotage: Safer Nightlife Suisse

WP *Party+*: Association Safer Clubbing Suisse, Infodrog

WP *TEDI*: Ville de Zurich, Jugendberatung Streetwork

10. Remerciements

- à l'Office fédéral de la santé publique
- à Alexander Bücheli, Institutions sociales de la Ville de Zurich, Sucht und Drogen
- à l'ensemble des auteurs et auteures
- à tous les membres du noyau du Safer Nightlife Suisse
- aux membres du Groupe Nightlife et de la Plateforme Nightlife
- au Groupe de travail F+F
- à Melanie Wollschläger, ValueQuest, Wädenswil
- au Groupe Focus GHB/GBL
- aux professionnels et professionnelles ayant pris part à l'enquête GHB/GBL et délits sexuels associés aux drogues
- à Contact Netz, rave it safe, Radix Ticino, danno.ch
- à Marianne König, Infodrog, pour son précieux travail de relecture

11. Annexes

- Vue d'ensemble des Projets Nightlife suisses
- Questionnaire GHB/GBL
- Questionnaire Nightlife
- Bibliographie GHB/GBL

Les questionnaires peuvent être obtenus chez nous sur simple demande. Vous trouverez la vue d'ensemble des projets suisses sous infodrog.ch.